

alternatives

inc non violentes

1976

BDF C

Déséquilibres et gaspillages mondiaux
Energie nucléaire : pour quelle société ?
Energie et mythes économiques
Le tribunal militaire de Lyon



14

80 P 6112

revue bimestrielle

5 f.

A NOS ABONNES. — Vous avez peut-être constaté un certain retard dans la sortie de nos numéros. Ce retard sera bientôt rattrapé, et l'année 75-76 (numéros 13 à 18 inclus) comptera, comme les autres, quatre numéros ordinaires et un numéro double. En mars, nous publierons, en numéro double, le Texte d'Orientation Politique du M.A.N. ; en avril, un numéro sur les problèmes de Défense ; en juin un numéro dont le thème reste à déterminer.

CHAVEZ ET LA LONGUE MARCHE DES FARM-WORKERS

Tel est le titre du numéro spécial que Combat Non-Violent vient d'éditer. L'auteur, Jean-Michel Asselin, est allé rencontrer Chavez et ses camarades en été 75. Cette « plaquette-reportage », préfacée par César Chavez lui-même et Philip Vera Cruz (vice-président du syndicat) montre bien l'utilisation des méthodes non-violentes par :

- la généralisation de la désobéissance civile,
- la mise en place d'alternatives communautaires,
- l'organisation efficace d'un boycott international.

Comme au Larzac ou chez Lip, cete lutte exprime le concept fondamental de Défense civile non-violente.

Dessins : Jean Caillon.

Prix : 5 F franco.

Combat Non-Violent, B.P. 26, 71800 La Clayette.

éditorial

Le contenu de ce numéro va peut-être étonner une partie de nos lecteurs ; jusqu'à ce jour, nous n'avons abordé que des sujets touchant explicitement à la non-violence : information sur les grandes luttes non violentes historiques ou actuelles, problèmes de l'Armée et de la militarisation, réflexions sur les dimensions culturelles et politiques d'un projet non violent, etc... Aujourd'hui nous présentons un numéro où le mot de non-violence n'apparaît pratiquement pas, un numéro qui reprend des questions mille fois débattues sur la croissance, sur les modèles de développement, sur l'énergie nucléaire.

Est-ce pour faire comme tout le monde, pour être à la mode ? En ce cas, c'est raté ! La crise, l'inflation, le chômage sont des réalités autrement plus présentes, et qui n'incitent guère à poser des questions à plus long terme... Et pourtant, ces questions demeurent, tout aussi graves, tout aussi déterminantes pour notre avenir : pendant que l'inflation galope, les centrales nucléaires continuent de s'édifier ; pendant que le chômage s'étend, les productions d'armements se portent de mieux en mieux. Pendant que la « crise » sévit, le fossé entre pays développés et pays « en voie de développement » continue de s'élargir...

Toute préoccupation d'actualité immédiate étant écartée, il nous semble nécessaire

de poser à nouveau ces problèmes ; car nous avons la conviction que ce qui se décide aujourd'hui (dans le domaine énergétique, dans les rapports Nord-Sud par exemple) engage durablement et lourdement l'avenir : dans la mesure où notre non violence n'est pas seulement un ensemble de méthodes de lutte, mais un projet de société, nous sommes directement intéressés.

Une bonne partie du numéro est consacrée au problème de l'énergie nucléaire : plutôt que de reprendre le dossier des nuisances et des pollutions, nous avons préféré montrer comment l'énergie nucléaire s'inscrit dans la logique du système économique, politique et technique qui domine nos sociétés. Pour cela, Bernard LAPONCHE, permanent au Syndicat CFDT de l'énergie atomique répond aux questions que nous lui avons posées au sujet de l'action menée par son Syndicat contre le nucléaire : jusqu'où va cette remise en cause ? Y a-t-il un « nucléaire de gauche » ? Nous avons rencontré aussi Michel DAMIAN, assistant à l'Université de Grenoble ; il explique comment nous en sommes arrivés à la situation actuelle, et quel est le jeu des firmes multinationales dans le nucléaire. Nous publions également la plus grande partie d'un texte où le Groupe non-violent de Limoges synthétise et résume les différentes raisons qu'ont des « non violents » de s'opposer à l'énergie nucléaire.

Une longue rencontre avec Jacques CHONCHOL, ancien ministre de l'Agriculture du Chili populaire, nous a permis d'élargir notre analyse : il y a un lien très étroit entre le gaspillage planétaire et les déséquilibres économiques. Il est urgent de trouver de nouveaux modèles de développement et de lutter pour que cesse la domination (économique et politique) des pays développés sur les pays « en voie de développement ». Ces deux impératifs se conditionnent mutuellement.

Quant au texte sur « énergie et mythes économiques », il s'inspire largement d'un article de M. Georgescu-Roegen, économiste vivant aux USA ; jamais publié en Europe, cet article aurait mérité une traduction complète et exacte : malheureusement, un numéro entier de notre revue y aurait à peine suffi ! Nous avons donc dû nous résigner à ne retenir que la fin et à en faire une large adaptation plutôt qu'une traduction. Tel quel, il nous paraît cependant une contribution intéressante à notre réflexion, car il pose le problème de l'avenir du genre humain selon une perspective à la fois économique, biologique et éthique.

Enfin, nous publions, selon l'habitude que nous avons prise, un document qui n'a aucun rapport avec le thème du numéro, mais qui intéresse l'actualité la plus proche : au moment où l'affaire des « Comités de soldats » amène

beaucoup de gens à se poser des questions sur la Cour de Sécurité de l'Etat, il nous paraît important de rappeler l'existence d'une autre juridiction d'exception, celle des Tribunaux Permanents des Forces Armées (Tribunaux militaires). Un document permet de se faire une idée de leurs activités : c'est l'enquête réalisée sur le TPFA de Lyon par des membres du GARM (Groupe d'Action et de Résistance à la Militarisation) et du MAN-Lyon (Mouvement pour une Alternative Non Violente, groupe de Lyon) pendant plus d'un an d'assistance régulière aux audiences.

Christian MELLON.

P.S. - Voici deux ans et demi qu'Alternatives existe ; pendant deux ans et demi, vous avez trouvé régulièrement au bas de chaque éditorial, la signature de celui qui, l'un des premiers, eut l'idée de cette revue, et y consacra beaucoup de son temps, Christian Delorme ; ses (très) nombreuses autres occupations l'obligent à alléger quelque peu sa collaboration, au moins provisoirement ; mais il continue à faire partie de l'équipe qui anime cette revue.

déséquilibres et gaspillages mondiaux



Jacques CHONCHOL (Photo Didier)

Interview accordée à A.N.V. par Jacques CHONCHOL, ancien ministre de l'Agriculture du Chili populaire.

A.N.V. - La répartition très inégale des ressources entre pays riches et pays en voie de développement est un fait indiscutable ; quelles sont, à votre avis, les causes principales de cet état de choses ?

J. Chonchol - Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, c'est-à-dire depuis que les problèmes de développement et de croissance sont des sujets d'actualité économique et politique, on doit constater que l'écart augmente entre le revenu moyen des pays industrialisés et le revenu moyen des pays dits « sous-développés ». Si l'on prend la mesure la plus courante, qui n'est pas, à mon avis, une bonne mesure, pour évaluer le dévelop-

pement d'un pays, c'est-à-dire le revenu moyen par habitant, on s'aperçoit que les distances moyennes, à la fin de la guerre, allaient de 1 à 5 ou de 1 à 10, alors qu'aujourd'hui elles vont de 1 à 20 ou de 1 à 30. Et si vous ne prenez pas les moyennes, mais les extrêmes (les plus riches des pays riches et les plus pauvres des pays sous-développés) les distances sont beaucoup plus grandes : il y a de grandes inégalités à l'intérieur même des pays sous-développés ; les groupes supérieurs concentrent une grande partie de la richesse tandis que les masses majoritaires vivent dans une situation de subsistance, et quelquefois même pas...

Après la guerre, les économistes du développement avaient une sorte de leitmotiv : les pays sous-développés devaient faire un effort pour **rattraper** leur retard ; ils devaient faire les mêmes investissements, les mêmes efforts, travailler aussi dur que les gens des pays développés et ils les rattraperaient... Ceci s'est avéré absolument faux. Car les raisons de l'inégalité sont beaucoup plus profondes. Tout le système international est aujourd'hui un système profondément inégalitaire, et le commerce mondial favorise fondamentalement les pays développés.

La plus grande partie de l'innovation scientifique et technique s'est concentrée dans les pays développés. Or, dans le monde moderne, celui qui contrôle la science et la technologie contrôle la puissance.

Mais l'explication la plus profonde tient dans les rapports d'**exploitation** des pays sous-développés par les pays riches. C'est un peu le même problème qu'au niveau syndical : il n'y a pas le même pouvoir de lutte entre un grand patron et un petit syndicat (ou une classe ouvrière divisée). Les grands pays puissants du monde industriel sont en position de force face aux multiples pays peu puissants du monde sous-développé. Aujourd'hui, certains d'entre eux en prennent conscience et essaient de s'unir ; mais il s'agit de sortir de tout un système colonial puis néo-colonial instauré au XIX^e siècle, et qui se maintient à travers les rapports commerciaux, technologiques, culturels...

Si vous prenez les neuf produits minéraux les plus

importants du monde (fer, cuivre, aluminium, etc.) et que vous considérez leur niveau actuel de consommation mondiale, vous constatez que 18 % de la population mondiale (les pays industrialisés capitalistes) consomment 70 % de ces minéraux. Et à l'intérieur même de ces pays développés, vous avez encore d'énormes différences : les Etats-Unis notamment, qui représentent moins de 5 % de la population mondiale, absorbent une très forte proportion de ces minéraux. Si l'on se fixait comme but de donner à tous les pays le niveau de vie actuel des Etats-Unis, il faudrait multiplier les ressources utilisées par des chiffres énormes : ce qui est impossible étant donné la limitation de beaucoup de ces ressources et le coût croissant de leur exploitation. Il y a donc vraiment un problème très sérieux de déséquilibre : on en prend d'ailleurs de plus en plus conscience ; l'actuelle revendication des pays sous-développés pour un nouvel ordre économique international manifeste leur volonté de trouver des solutions qui soient plus viables que celles qu'on a essayé jusqu'à maintenant.

A.N.V. - Quelles sont les conséquences de ce déséquilibre sur le gaspillage des ressources, des biens alimentaires, etc... ?

J. Chonchol - Le gaspillage est énorme, sur tous les plans. Je vous recommande de lire un document qui a été préparé en vue de la récente réunion de l'O.N.U. sur le problème du nouvel ordre économique mondial ; c'est un rapport intitulé « **Que faire ?** », présenté par la fondation Dag Hammarskjöld, de Suède. On y trouve des exemples et des chiffres frappants :

En **armements**, les grandes puissances dépensent en 1973 244 milliards de dollars : cela représentait près de la moitié du Produit Intérieur Brut combiné (production globale) de tous les pays du Tiers Monde. Mais ces armements utilisent aussi des ressources (minerais, énergie, etc...) qui sont littéralement gaspillées : cet équilibre de la terreur par lequel on cherche la paix, au moyen d'armements de plus en plus sophistiqués qu'on détruit très vite parce qu'on ne les estime pas assez puissants pour créer la peur chez l'adversaire, constitue le plus grand gaspillage universel. Si une grande partie

de ces ressources pouvait être utilisée pour améliorer le sort de ceux qui ont des besoins réels, la situation mondiale serait bien meilleure... C'est vraiment le pire gaspillage du système international actuel.

En ce qui concerne les produits industriels, tout le système capitaliste est fait pour produire des articles qui doivent très vite passer de mode : il faut vendre et revendre très rapidement un tas d'articles qui ne doivent pas durer longtemps : automobiles, appareils ménagers sont conçus pour être remplacés rapidement et jetés, sinon le système ne peut pas marcher. Prenons l'exemple des emballages : il y a des bidonvilles du Tiers Monde qui, comme logements, manquent cruellement des cartons et autres produits d'emballage que l'on jette dans les poubelles des pays développés ! Le système économique capitaliste est basé sur le gaspillage... tous les phénomènes de « mode » sont à relier à cette nécessité d'user très vite beaucoup de produits.

Sur le plan alimentaire, prenons l'exemple des céréales qui sont les ressources les plus importantes de l'humanité ; la production mondiale de céréales est de l'ordre de 1 200 millions de tonnes et représente plus de la moitié de la consommation alimentaire directe dans le monde. Plus de la moitié de cette production est consommée dans les pays développés où, en grande partie, elle est transformée en viande par l'élevage : ainsi celle-ci est un produit très cher, que les masses pauvres de l'humanité ne peuvent acheter et qui consomme en production de luxe les céréales dont ces masses pauvres auraient besoin pour vivre ; la dernière conférence alimentaire mondiale (1974) a publié des chiffres intéressants : les céréales consommées par les **animaux** des pays industrialisés représentent 360 millions de tonnes, c'est-à-dire plus que la consommation des **hommes** en Chine et en Inde ensemble... Et on sait que la population de ces deux pays fait 40 % de la population mondiale. Les formes de production et de consommation alimentaires sont donc la cause de déséquilibres et de gaspillages énormes ; et d'ailleurs, vous savez bien que, dans les pays industrialisés, bien des gens sont malades de **surnutrition** ! Alors que des millions de gens dans le Tiers Monde sont malades parce que leur organisme manque de calories et de protéines...

Armements, consommation toujours renouvelée de produits industriels, production et consommation alimentaires : dans tous ces domaines, le déséquilibre entraîne un gaspillage énorme ; et cela fait partie du fonctionnement ordinaire du système capitaliste. On ne peut donc pas dire aux pays sous-développés qu'ils pourront arriver au même « niveau », aux mêmes formes de production et de consommation que les pays riches : c'est de la folie ; d'abord c'est impossible et, pour que cela soit possible, il faudrait multiplier considérablement les ressources disponibles... C'est donc le système économique en lui-même qui maintient les inégalités et qui fait vivre les masses pauvres dans l'espoir mythique que, un jour, elles pourraient rattraper le niveau actuel des pays développés dans leur richesse et leur gaspillage...

A.N.V. - Beaucoup sont d'accord avec vous pour reconnaître dans l'organisation capitaliste de l'économie mondiale la cause essentielle des déséquilibres et des gaspillages. Pour notre part, en tout cas, nous sommes pleinement d'accord. Mais il y a tout de même, dans le monde, beaucoup de pays non capitalistes : comment les situez-vous dans cette analyse ?

J. Chonchol - Ces pays ont réussi, dans leur organisation intérieure, à établir plus de justice. Même ceux qui, comme l'U.R.S.S., étaient au départ relativement sous-développés, se sont organisés sur la base d'une distribution plus équitable des ressources et des biens essentiels. C'est encore plus évident pour la Chine. De ce point de vue-là, les pays socialistes sont bien supérieurs aux pays capitalistes : pas de grande abondance mais pas non plus de grand gaspillage, sauf sur le plan des armements dans certains cas.

Mais sur le plan international, c'est bien différent : ils répètent généralement le modèle de domination, les rapports de puissance qui font que le plus fort exploite le plus faible. Beaucoup des contradictions qui sont apparues entre pays socialistes s'expliquent par ces rapports impérialistes entre eux...

Le système économique mondial est fondamentalement déterminé par le jeu capitaliste. Les pays socialistes qui rentrent dans le système économique mondial rentrent aussi dans le jeu des forces capitalistes. Ils sont peut-être socialistes, du point de vue de leur structure intérieure, ils ont peut-être, dans quelques cas, des rapports socialistes entre eux, mais pour le reste il n'y a pas de grande différence... Pour être juste, disons qu'il y a eu quand même des efforts dans certains cas ; mais fondamentalement il n'y a pas eu de changement radical par rapport à l'attitude des pays capitalistes envers les pays sous-développés.

A.N.V. - Si la seule véritable solution aux problèmes du sous-développement et de l'inégalité mondiale passe par l'abolition des rapports capitalistes, d'autres solutions sont proposées par ceux qui ne veulent pas entendre parler de cette révolution nécessaire. Que pensez-vous de ces « solutions » ?

J. Chonchol. - La solution que les pays capitalistes voudraient voir adopter par les pays sous-développés, et qu'ils ont réussi d'ailleurs à imposer le plus souvent, consiste à imiter le modèle de développement des pays développés. Or c'est une impasse ; il y a plus de 30 ans que les pays sous-développés essaient de copier le modèle de croissance des pays développés, et le résultat est là : au lieu de diminuer, les écarts ont augmenté... A cela il y a plusieurs raisons :

Une image a été souvent utilisée pour illustrer le problème du sous-développement, celle de la course : tous les pays sont comme des coureurs qui font une course ; quelques-uns sont partis avec de l'avance, et d'autres sont en retard... Il suffit donc que ceux qui sont en retard parcourent la même route le plus vite possible pour rattraper ceux qui sont devant. Cette image est absolument fautive. D'abord parce qu'elle oublie le rapport de domination et d'exploitation entre les coureurs de devant et ceux de derrière : une partie de la richesse des pays développés est obtenue par l'exploitation des pays sous-développés. Ensuite, elle néglige une réalité historique très importante : au moment de la première révolution industrielle, les pays « avancés » ont développé

une technologie relativement simple qui permettait une transition assez facile entre le petit artisanat, le capitalisme débutant et la grande entreprise industrielle. Peu à peu, avec le temps, ces technologies se sont compliquées, mais toujours de façon progressive. Alors qu'aujourd'hui, au moment où ils devraient entrer dans la révolution industrielle pour suivre « le même chemin » que les pays industriels, les pays sous-développés se trouvent devant une technique et une technologie qu'ils n'ont pas inventées eux-mêmes, et qu'ils ne peuvent adopter progressivement à partir de leurs techniques artisanales ou agricoles actuelles ; ils doivent les emprunter, les copier, les acheter à d'autres. Et ces techniques ne correspondent ni aux possibilités ni aux besoins de la population, mais aux intérêts des pays développés : c'est ainsi qu'elles sont très « intensives » dans l'utilisation du capital.

Dans les pays qui ont fait leur révolution industrielle, il y a un siècle ou deux, l'accroissement de la population était relativement lent et s'ils avaient des excédents de population, ils pouvaient toujours les envoyer dans leurs « colonies »... Aujourd'hui, l'accroissement de la population est beaucoup plus rapide dans les pays qui devraient commencer leur développement économique, et ils ne peuvent envoyer leurs excédents nulle part, sauf quelquefois comme main-d'œuvre étrangère pour faire les métiers les moins bien payés dans les pays industriels.

Et puis, il y a la réalité très lourde du commerce international : il y a beaucoup plus de capital qui part des pays sous-développés vers les pays industrialisés que de capital qui revient sous forme d'aide, de prêts... Et ce capital qui « revient » est lié à des conditions politiques et économiques qui entretiennent la dépendance : aujourd'hui, la dette extérieure des pays du Tiers Monde non producteurs de pétrole est de l'ordre de 120 millions de dollars. Le déficit de leur commerce international s'accroît d'année en année : pour survivre, ils doivent s'endetter de plus en plus ; vient un moment où une grande partie de leurs exportations sert à payer les intérêts des capitaux empruntés pour survivre...

Il ne faut pas oublier enfin que les intérêts économiques des pays industrialisés sont liés aux couches

dominantes des pays sous-développés. Cela consolide la position de ceux qui n'ont aucun intérêt aux changements qui seraient nécessaires. La plus grande partie des productions capitalistes dans ces pays utilisent des technologies de pointe et des capitaux étrangers pour produire des biens qui ne profiteront qu'à la minorité riche de la population, sans tenir compte des besoins essentiels de consommation des masses majoritaires. Le système économique est ainsi fait qu'il ne produit pas pour ceux qui ont **besoin**, mais pour ceux qui ont un **pouvoir d'achat**...

En imitant le « modèle » de développement des pays industrialisés, on ne peut donc pas s'en sortir : on pourrait arriver à une certaine croissance économique limitée, très inégale, ne profitant qu'aux privilégiés. Mais il y a tout le phénomène, très grave, de l'imitation culturelle qui déforme le regard des responsables des pays sous-développés et les empêche de voir tout ça.

A.N.V. - Une autre « solution » proposée par certains, c'est le contrôle de la croissance démographique. Est-ce, selon vous, quelque chose de nécessaire ?

J. Chonchol. - C'est un faux problème : il y a un rapport très profond, dans toutes les sociétés, entre

la croissance de la population et la survie des sociétés. Jusqu'au XX^e siècle, où le développement des techniques médicales de masse a bouleversé les données du problème, le taux de mortalité était partout très élevé et assez étroitement dépendant de la production agricole : les mauvaises récoltes provoquaient des famines et des millions de morts. Tous les peuples, pour survivre, ont donc été amenés à maintenir un nombre élevé de naissances : tout cela a été repris et influencé par des valeurs morales, religieuses, culturelles. Lorsqu'au XX^e siècle le développement des techniques médicales a fait chuter les taux de mortalité, les taux de natalité ne se sont pas ajustés avec la même rapidité : on ne peut pas demander tout à coup aux hommes et aux sociétés, comme s'ils étaient des mécaniques, de diminuer les naissances. Il y a certes un lien étroit entre développement économique et contrôle de la population, mais l'expérience des pays déjà industrialisés montre que la maîtrise de la croissance démographique est une **conséquence**, non une **condition** du développement : c'est au fur et à mesure que les pays se développent que les changements des modes de vie et des valeurs culturelles provoquent une baisse des taux de natalité. Cela demande du temps... Dans quelques cas, on essaie d'imposer des méthodes de contrôle, et elles sont parfois nécessaires. Mais les résistances sont grandes, car on demande aux

CONGRES ANNUEL DU MOUVEMENT INTERNATIONAL DE LA RECONCILIATION

DEFENSE CIVILE NON-VIOLENTE

21-22 février 1976 à Besançon

Groupes de travail :

- Défense populaire et violence économique.
- Défense nationale et défense des acquis sociaux.
- Défense civile et défenses psychologiques.
- Conditions et exemples concrets d'une défense populaire non-violente.

Présence des militants CFDT Lip, présentation des chantiers autogérés par des insoumis et montages audio-visuels.

Inscription : Jean-Pierre CATTELAÏN, 3, rue A.-Lebœuf, 25000 BESANÇON.

gens d'aller contre leur culture, contre leur conception même de la vie... C'est pourquoi beaucoup de ces plans ne donnent aucun résultat. Et même s'il y avait des résultats, ils ne seraient sensibles que dans 30 ou 40 ans.

C'est donc une fausse solution ; et beaucoup de pays sous-développés sont très méfiants politiquement sur ce sujet : ils considèrent ces tentatives comme un effort des pays développés pour éviter qu'un jour le rapport de force ne devienne défavorable pour eux.

A.N.V. - On a beaucoup parlé, en Europe, il y a quelques années, de l'hypothèse d'une « croissance zéro »...

J. Chonchol. - C'est une fantaisie d'intellectuels de pays très développés, qui ont de tout ; ce n'est pas quelque chose à proposer à ceux qui n'ont rien ou presque rien. On ne peut sans contradiction poser le problème de la croissance zéro et chercher à résoudre le problème de la misère des masses.

Il y a une certaine vérité dans l'idée de la croissance zéro : c'est que la croissance, telle qu'elle s'est produite dans les pays industrialisés, a conduit à un gaspillage énorme de ressources ; très logiquement, on craint que si tout le monde continue au même rythme on arrive à un épuisement très rapide des ressources. Il est donc certain que le modèle de croissance devra être différent, non seulement dans les pays sous-développés, mais aussi dans les pays développés. Mais on ne peut résoudre les problèmes du gaspillage, de la pollution, de l'épuisement des ressources en proposant la croissance zéro : cela va contre les aspirations les plus profondes des masses de l'humanité à améliorer leurs conditions de vie. Seuls, quelques « hippies » très sophistiqués des pays développés peuvent accepter une telle idée...

A.N.V. - Nous sommes bien d'accord avec vous pour rejeter toutes ces fausses solutions ; mais lorsqu'il s'agit de définir plus positivement ce qu'il faudrait faire, quel est

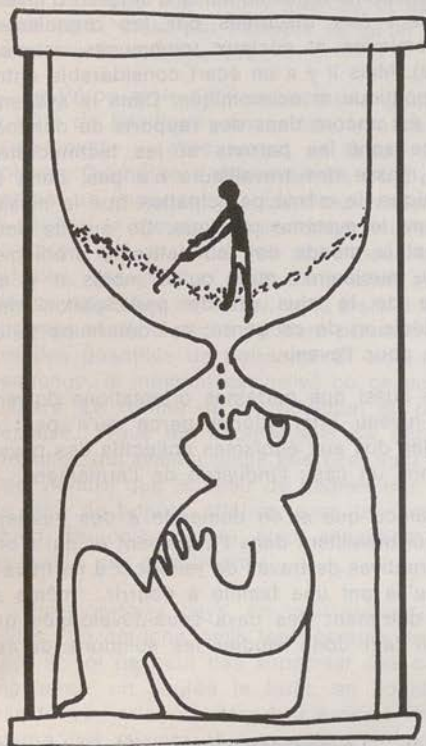
ce type de développement nouveau, non importé ni imposé... on a l'impression d'être un peu dans le vague.

J. Chonchol. - Non, je pense que ce qu'il faudrait faire est relativement clair. C'est le **comment** qui est beaucoup plus difficile !

Le problème essentiel est précis : la croissance économique de chaque pays devrait être organisée en vue de résoudre les besoins essentiels des masses. Et ces besoins sont clairs : nourriture, vêtements, logements, éducation, santé... Ce sont des besoins très visibles, très quantifiables, très clairs. Seulement, le système économique n'est pas conçu pour résoudre ces problèmes, mais pour produire sans cesse des produits plus sophistiqués, plus élaborés, plus gaspilleurs, au profit de certaines couches très riches... C'est donc le système qu'il faut changer : mais c'est très difficile, car cela touche aux intérêts vitaux des groupes dominants, aussi bien ceux des pays industrialisés que ceux des pays sous-développés. C'est donc une lutte politique assez radicale, en vue du changement des rapports de force. Par définition, ce changement de modèle est impossible à l'intérieur du capitalisme parce que **le capitalisme est organisé en fonction du profit alors qu'il faudrait une économie organisée en fonction des besoins** : et il n'y a pas coïncidence entre le profit capitaliste et les besoins majoritaires des masses pauvres. On en arrive donc à la nécessité d'instaurer un système véritablement socialiste.

A.N.V. - Mais de quel type de socialisme s'agit-il ? Les expériences et les projets socialistes sont assez différents...

J. Chonchol. - Un peu partout, le socialisme, comme conception économique de base de la société, fait vivre les masses (dans les différentes situations de développement relatif) dans des conditions bien meilleures que dans les pays capitalistes, surtout ceux du monde sous-développé. Il y a, bien sûr, des erreurs, des défauts : on ne vit pas dans un monde idéal, mais dans la réalité historique des luttes, des égoïsmes de groupe, etc... Cependant la plupart du temps, cette construction d'une



nouvelle économie s'est faite par des méthodes politiques très autoritaires, sans participation réelle des masses ; il y a pourtant l'exemple chinois qui offre un cas différent : les masses populaires participent très profondément aux changements. Dans d'autres pays d'Asie ou d'Afrique (en Tanzanie notamment) on essaie aussi de construire une économie au service des besoins essentiels des masses, avec une très importante participation. Mais il y a beaucoup d'autres pays où cela s'est fait par un Etat et un parti tout-puissant, et notamment en Europe de l'Est. On y a fait beaucoup de choses au nom de la classe ouvrière, mais sans la faire participer réellement...

Il est important de ne pas penser le nouveau type de société de façon statique, mais dynamique : l'homme n'a pas besoin seulement de pain, mais aussi de culture, de liberté, de participation. Or, assez souvent, ces éléments ne sont pas donnés dans les régimes socialistes... Il n'y a donc encore aucun modèle socialiste satisfaisant : il reste à créer.

Aucune expérience historique ne se répète ; il n'y a pas à imiter ce qui s'est fait ailleurs, mais à créer de nouveaux modèles en tenant compte de l'expérience des autres. Au fond, le problème c'est que la liberté n'est pas quelque chose dont on peut faire cadeau au peuple plus tard : on ne peut pas faire une société satisfaisante par des méthodes très autoritaires en promettant de la libéraliser plus tard ; **s'il n'y a pas, dans la construction même de cette société une très forte participation de la masse populaire, elle restera autoritaire, même si elle est plus égalitaire économiquement.**

A.N.V. - Sur ce point, votre expérience chilienne peut être intéressante car, tout en étant ministre, vous avez toujours voulu favoriser les initiatives populaires à la base, notamment dans la réforme agraire. Quelles leçons tirez-vous de votre expérience ?

J. Chonchol. - Nous avons eu beaucoup de problèmes. Nous avons vraiment le désir de faire participer les masses le plus possible, et cela non seulement à travers les grandes organisations de travailleurs, mais par la participation directe des travailleurs dans les entreprises,

dans l'agriculture, etc... Tout cela a été très positif. Et cela s'est fait dans un climat de très grande liberté : tout le monde pouvait agir ; et les ennemis de l'expérience socialiste en ont profité aussi !...

Mais il y a le revers de la médaille : tout cela a provoqué une certaine anarchie dans les réalisations. Un des défauts importants des partis et des groupes de gauche c'est qu'ils sont trop idéologiques. Chacun croit avoir toute la vérité : tous les autres ne sont que des réformistes ou des gens qui ne veulent pas transformer la société ! Cela conduit à des luttes intestines qui annulent l'action globale et finalement favorisent l'ennemi. Et il faut bien reconnaître que ce climat d'anarchie, de luttes intestines, de désordre, a favorisé l'organisation du coup d'Etat et est en partie responsable de la situation dans laquelle nous nous trouvons aujourd'hui... Il est très difficile de faire l'équilibre entre la liberté nécessaire et une stratégie unitaire. Les militants ultra-politisés croient volontiers que tout le monde réagit comme eux ; mais le climat de désordre qu'ils créent quelquefois pousse dans les bras de l'ennemi beaucoup de ceux qui veulent le changement mais refusent l'anarchie... Cette pagaille favorise les forces les plus réactionnaires. Bien sûr, fondamentalement, la responsabilité du putsch vient des attaques extérieures ; mais il y a aussi une responsabilité intérieure des forces politiques qui conduisaient le processus.

A mon avis, la grande différence entre la gauche et la droite, c'est que la droite est souvent beaucoup plus efficace politiquement, parce qu'elle s'unit par des intérêts, alors que la gauche se divise par des idéologies. Et même à l'intérieur de la même idéologie, chaque interprète prétend que sa vérité est la seule possible... Les seules révolutions qui sont arrivées à un succès sont celles où un leader a été capable de maintenir l'unité : voyez Fidel Castro à Cuba, par exemple...

A.N.V. - Éviter l'anarchie, est-ce le seul problèmes ? Il nous semble que les outils et les techniques ne sont pas neutres par rapport à l'autogestion. Par exemple, la militarisation ne nous semble pas contrôlable par le peuple parce qu'elle est fondamentalement antiautogestionnaire.

J. Chonchol. - La société est devenue tellement complexe dans son organisation qu'elle a entraîné partout une technocratie intellectuelle, scientifique, politique, qui prend de plus en plus les décisions. Je crois qu'il est illusoire de demander aux travailleurs de prendre une décision sur tous les problèmes. Mais je crois que, dans un système démocratique, il peut y avoir participation nationale des masses pour les grandes orientations. Par exemple, les orientations fondamentales d'un plan d'investissement devraient être discutées par les organismes politiques, économiques et sociaux (communes, municipalités, syndicats). Mais il y a un écart considérable entre la participation politique et économique. Dans le système économique, on est encore dans des rapports de domination absolue : ce sont les patrons et les technocrates qui dirigent. La masse des travailleurs n'a pas, dans le système économique, la même participation que la masse des citoyens dans le système politique. Ce qui ne veut pas dire que tout le monde doit connaître le problème, par exemple, du nucléaire ; mais qu'au moins il y ait possibilité réelle de la plus grande participation des masses à une décision de ce genre, qui détermine tellement de choses pour l'avenir.

Il me semble aussi que certaines orientations doivent être prises au niveau international parce qu'il peut y avoir des blocages dus aux égoïsmes collectifs des pays ; c'est très net dans un cas : l'industrie de l'armement.

Je suis convaincu que si on demande à des ouvriers et à tous ceux qui travaillent dans l'armement et qui n'ont pas d'autres alternatives de travail de renoncer à ce travail, ils répondront qu'ils ont une famille à nourrir... même si cela se fait au détriment des pays sous-développés qui les achèteront. Il faut donc étudier les solutions de change.

A.N.V. - Le nouveau type de développement des pays du Tiers Monde doit-il tenir compte des avertissements « écologiques » que l'on entend depuis quelques années chez nous, ou bien est-ce une préoccupation de riches ?

J. Chonchol. - Il y a quelques années, j'ai été frappé par une phrase d'un grand leader africain à qui on demandait quel était le vrai propriétaire de la terre : « La terre,

répondait-il, appartient à une grande famille dont certains membres sont déjà morts, d'autres sont vivants et d'autres ne sont pas encore nés ». Il y a là quelque chose de très juste, valable aussi bien pour les pays du Tiers Monde que pour les pays développés : on ne peut pas faire la croissance économique en fonction des seuls intérêts immédiats et à court terme des générations actuelles. Il y a des équilibres naturels qu'il est essentiel de maintenir ; on commence à en prendre conscience à partir de l'idée des limites internes et externes du développement ; voyez par exemple ce qu'on a dit à la conférence de Stockholm, etc...

Le Pérou et le Chili avaient une grande richesse sur la côte du Pacifique : un certain type de poisson appelé « anchoveta », avec lequel on faisait de la farine de poisson. Quand on a découvert ça, c'est devenu très rapidement un important produit d'exportation ; il suffisait de le pêcher, le broyer, le transformer en farine de poisson, et c'était une protéine très riche pour la nourriture des volailles, des bovins, etc... Sans tenir compte des conditions naturelles du milieu, on a installé des équipements énormes et on a pêché pendant plusieurs années de très grandes quantités de poissons. Si bien que, sans tarder beaucoup, le moment est arrivé où ce poisson a presque disparu. Le rythme de reproduction du poisson avait été dépassé... Tous les équipements de pêche et de transformation qui avaient coûté très cher sont devenus inutiles. Ceci montre que le désir de gagner très vite de l'argent, de faire de bonnes affaires, sans tenir compte des équilibres écologiques qui sont essentiels, conduit assez souvent à des catastrophes.

Dans certains pays, on veut cultiver des terres nouvelles : on défriche, sans tenir compte de rien, des forêts, dont le sol ne peut pas supporter des cultures agricoles régulières, on liquide la forêt, on liquide le sol, et on transforme cela en désert. L'érosion notamment a fait perdre des milliers et des milliers d'hectares de terre à cause de ce désir d'utilisation irrationnelle : autre preuve que la nature détermine des limites qu'il faut respecter. On ne peut considérer les ressources naturelles comme des mines : une fois la mine épuisée, on laisse le trou et on s'en désintéresse... Cette conception a été la conception capitaliste jusqu'à maintenant, non seulement dans les mines, mais dans l'industrie : on fait des usines sans considérer les coûts sociaux. Dans le fameux rapport de

Stockholm, il y a un chiffre étonnant : aux U.S.A. si l'on tenait compte de la pollution atmosphérique due à la production industrielle, il faudrait diminuer de 10 milliards de dollars le revenu annuel, car ce chiffre représente le coût des conséquences de cette pollution : elles ne sont payées par personne particulièrement mais par la société globalement. C'est la même chose au Japon et un peu partout ailleurs...

Il y a aujourd'hui une conception beaucoup plus juste qui est en train de pénétrer dans les nouvelles visions de la croissance : il ne faut plus tenir compte seulement des coûts privés, mais aussi des coûts sociaux et de leur signification pour la société.

A.N.V. - Dans certains de vos écrits, vous avez repris l'idée que les pays développés devraient se voir fixer des plafonnements dans certaines de leurs consommations (viande, pétrole) et productions (armements, voitures individuelles). Comment ces plafonnements peuvent-ils être imposés ? Pensez-vous à une sorte de gouvernement mondial ?

J. Chonchol. - On peut souhaiter un gouvernement mondial, mais ce n'est pas la réalité actuelle. Pour certaines choses essentielles, il pourrait y avoir, à court terme, une sorte d'autorité mondiale : je pense notamment à l'utilisation des ressources marines qui n'ont pas été gaspillées dans le passé, mais qui sont en train de l'être très vite. De même pour l'exploitation du pétrole situé dans les mers et océans... Dans ce domaine, je constate que les choses sont suffisamment avancées pour donner naissance à quelque chose qui ressemblerait à un gouvernement mondial. Mais dans les autres domaines, on en est loin ! Mais il me semble qu'il serait indispensable que les pays développés, qui sont les plus grands gaspilleurs de ressources, s'établissent des plafonds en ce qui concerne la course aux armements, l'utilisation de certaines matières premières.

Propos recueillis à Lyon
le 12 décembre 75,
par Jacques DELORME,
Georges DIDIER,
Christian MELLON.

la CFDT contre le nucléaire ?

Bernard LAPONCHE, Secrétaire général adjoint du Syndicat national C.F.D.T. des personnels de l'énergie atomique, Physicien des réacteurs nucléaires de profession, actuellement permanent syndical, a participé aux travaux de la C.F.D.T. sur les problèmes de l'énergie et du nucléaire. Il a bien voulu répondre à nos questions.

Q. — Bernard LAPONCHE, vous êtes responsable au syndicat CFDT de l'énergie atomique ; la CFDT s'oppose à la politique nucléaire gouvernementale, ce qui revient à remettre en cause une certaine croissance. Comment cette vision économique nouvelle est-elle compatible avec la lutte pour l'emploi que mène la CFDT ?

B. L. — Votre question est fondamentale et déborde largement l'énergie nucléaire : mise en cause de la croissance et problème de l'emploi. Mais puisque nous partons du nucléaire, je vais essayer de répondre graduellement, en élargissant chaque fois le point de vue. Effectivement, nous sommes opposés au programme nucléaire du gouvernement, mais nous défendons une politique de l'énergie cohérente, faisant plus appel aux ressources classiques, charbon, hydraulique, gaz, et demandant un effort très important sur les énergies nouvelles : géothermie et solaire en particulier. Sur le plan de

l'emploi, les alternatives que nous proposons sont loin d'être défavorables.

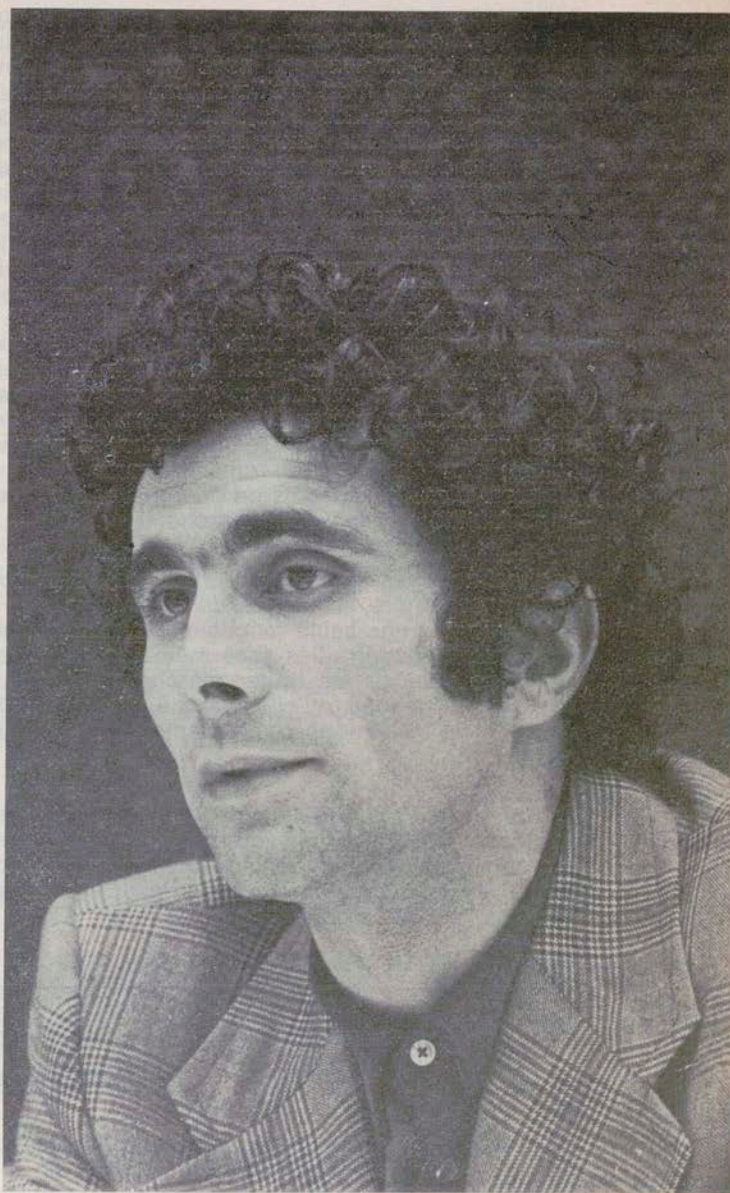
Par ailleurs, l'industrie nucléaire n'est pas créatrice de nombreux emplois ; en effet, c'est une industrie à très forts investissements et à automatisation poussée : les capitaux investis sont considérables par rapport à l'effort de main d'œuvre. D'autre part, toute l'industrie de construction des centrales nucléaires n'est pas spécifique du nucléaire : elle recouvre le génie civil, la grosse chaudronnerie, l'électro-mécanique, l'électronique et trouverait parfaitement sa place dans une politique de l'énergie plus diversifiée, telle que nous la préconisons.

Ce sont plutôt les à-coups créés par une politique « tout nucléaire » à la suite d'une politique « tout pétrole » qui posent de gros problèmes d'emploi, par la concentration des industries, la disparition de certaines entreprises, et l'incertitude sur l'avenir pour les boîtes qui « enflent » à toute allure à la suite de contrats fabuleux. Mais le fond du problème est ailleurs, vous avez raison. Nous remettons en

cause fondamentalement la croissance de type capitaliste qui préside au choix du programme nucléaire : ce programme ne correspond en aucune façon aux besoins réels de la collectivité, mais à une vision économique de caractère impérialiste qui veut faire de la France une puissance nucléaire fondant son expansion en grande partie sur l'exportation des centrales et du combustible nucléaire. Et l'on s'appuie pour défendre de telles thèses sur des dogmes aussi dangereux que le doublement de la consommation d'électricité tous les dix ans ou le « rattrapage » par les Français de la consommation d'énergie des Américains du Nord. Le vrai problème n'est évidemment pas là : c'est celui de la répartition des matières premières et des fruits de la production au niveau national et au niveau mondial. Beaucoup de gens sont conscients de ces problèmes — sauf nos malheureux technocrates — et même la Fondation Ford, que l'on ne peut guère taxer de gauchisme, a fait une étude très poussée montrant que la croissance économique — au sens de l'accroissement des biens — ne réclame pas une croissance en énergie considérable et que l'on peut très bien envisager une faible croissance en énergie sans casser la machine économique.

Q. — Les adhérents de votre syndicat vivent du nucléaire. Votre rupture avec la politique nucléaire gouvernementale date du passage à la « commercialisation », officiellement expliqué par la crise pétrolière. N'y a-t-il qu'une différence de degré entre la phase expérimentale et la phase commerciale ?

B.L. — En fait, notre opposition à la politique gouvernementale ne date pas d'hier. En 1969, paradoxalement, nous nous sommes opposés à la politique gouvernementale qui a cassé l'effort nucléaire français sous prétexte que le prix du pétrole devait rester éternellement bas, puis choisi de s'orienter vers les centrales construites sous licence américaine. Vous voyez que la politique de « tous les œufs dans le même panier » n'est pas nouvelle et que nous en avons subi les contre-coups. Vous



Bernard LAPONCHE (Photo Didier)

comprenez aussi que nous soyions aussi méfiants sur les plans à long terme et les déclarations claironnantes des princes qui nous gouvernent. Cette position de 1969 n'est d'ailleurs pas contradictoire avec ce que nous disons aujourd'hui. Nous pensons que l'on peut utiliser l'énergie nucléaire à condition de le faire avec prudence, de ne pas lui donner une importance prépondérante dans la production d'énergie, d'examiner les problèmes l'un après l'autre et de ne franchir les étapes que lorsque les solutions sont connues. De plus, l'énergie nucléaire étant d'un maniement dangereux, nous exigeons que son exploitation soit intégralement confiée à un service public placé sous le contrôle étroit de la collectivité. Or, c'est tout le contraire qui se produit, point par point. Il ne s'agit pas seulement de « commercialisation », pour reprendre vos propres termes : l'énergie nucléaire devient le nouveau gâteau des compagnies transnationales, qui se moquent bien des besoins en énergie mais y voient la possibilité d'un nouveau marché.

Les technocrates enfourchant le même cheval, nous voici à construire six unités de 1000 Mwe par an alors que pas une seule fonctionne, et à accumuler les combustibles irradiés sans même savoir encore si l'usine qui doit les traiter marchera ! Et encore nous avons l'espoir qu'elle marche tandis que les Japonais et les Américains les entassent dans des piscines !

Prévoir que 75 % de l'électricité en France sera nucléaire en 1985 et consacrer des milliards à cette entreprise est un pari stupide et dangereux. Tout doit être mis en œuvre pour que le plan énergétique français soit entièrement révisé.

Q. — Vous vous battez sur le problème de la privatisation de l'industrie nucléaire ; quels en sont les dangers, les avantages ?

B.L. — La bagarre que nous menons actuellement au commissariat de l'Energie atomique (C.E.A.) porte sur la privatisation de l'industrie du cycle du combustible nucléaire. Cette industrie comprend les mines d'uranium, le raffinage du minerai, l'enrichissement de l'uranium, la fabrication des combustibles, le transport et le traitement des combustibles irradiés, le stockage des déchets radioactifs. Actuellement, en France, cette industrie est pour sa plus grande part au CEA, dont elle constitue la Direction des Productions (environ 8 000 personnes). Or, le gouvernement veut transformer cette Direction en une société anonyme, de droit privé par conséquent. Que la filiale créée soit à 100 % capitaux d'Etat (CEA), ce que l'on nous a toujours affirmé mais qui n'est pas certain, n'est certes pas complètement négligeable ; mais outre que la structure de société anonyme permettra toujours à un groupe privé puissant de faire partie des actionnaires soit directement, soit par le biais des sous-filiales, le plus grave est la finalité d'une telle entreprise : d'un rôle de service public destiné à répondre aux besoins de la collectivité et faisant de la sécurité sa première préoccupation, elle passe au rôle d'entreprise privée classique dont le premier but est de gagner de l'argent.

Car c'est bien cet « avantage » qui nous est présenté : s'il y a de l'argent à faire dans le cycle du combustible, une structure privée permettra de moins s'embarrasser avec les statuts du personnel,

La CFDT vient de publier aux éditions du Seuil un livre de poche très intéressant :

L'ELECTRONUCLEAIRE EN FRANCE

C'est un ouvrage remarquable. Achetez-le !

de vendre éventuellement les stocks d'uranium au plus offrant sans se soucier de politique à long terme, et de ne pas se montrer trop regardant sur le commerce international du plutonium, amorce de la prolifération des armes nucléaires.

Mais c'est dans le domaine de la sécurité que nous sommes les plus inquiets. La situation actuelle au CEA n'est pas partout satisfaisante, mais c'est en grande partie du fait de la diminution des effectifs, du manque de moyens, de l'utilisation d'interimaires, et d'une gestion « à la privé » orientée beaucoup plus vers la productivité que vers la sécurité. Le processus de filiation et de privatisation ne ferait qu'aggraver cette situation : il faut abandonner toute doctrine de rentabilité et de profit lorsqu'il s'agit de traiter les matières radioactives, de transporter les combustibles irradiés, d'utiliser le plutonium ou de stocker les déchets. Les industries du cycle de combustible nucléaire, comme c'est le cas de l'exploitation des réacteurs, doivent relever d'un service public chargé d'assurer en premier lieu la sécurité et non de gagner de l'argent.

Q. — Y a-t-il une « stratégie » derrière votre phrase « la sécurité de la population passe par la sécurité du travailleur » ?

B.L. — Plus qu'une stratégie, il y a derrière cette phrase une constatation : l'industrie nucléaire est dangereuse et il ne faut pas oublier que ceux qui sont en première ligne sont bien les travailleurs du nucléaire. S'il y a un accident dans une centrale nucléaire (et il y en a eu un récemment en Allemagne), ce sont eux les premiers à en subir les conséquences. Mais tout accident nucléaire peut être à l'origine d'émission de matières radioactives qui présenteront un danger mortel pour les populations environnantes. Et il ne faut pas oublier non plus que les industries du cycle du combustible sont les principales pourvoyeuses de rejets radioactifs dans l'environnement : stériles et eaux de ruissellement des mines d'uranium, déchets de la fabrication des combustibles, rejets et déchets des

centrales nucléaires et surtout des usines de traitement des combustibles irradiés.

La sécurité des populations est donc liée de façon étroite à celle des travailleurs et aux conditions dans lesquelles ceux-ci peuvent effectuer leur tâche. S'ils sont formés et informés des risques, ils pourront eux-mêmes intervenir pour empêcher telle manœuvre dangereuse ou tel rejet intempestif. Si le contrôle des installations est convenablement assuré, il y aura peu d'incidents et le risque d'émission de matières radioactives sera faible.

Cette sécurité dans le travail exige en particulier l'existence de services de protection contre les radiations dans toutes les installations nucléaires ; ces services doivent avoir les moyens et l'autorité nécessaires, ne pas dépendre des directions de production et d'exploitation, et veiller au respect de la sécurité, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'usine. Ils existent au CEA, mais pas dans l'industrie privée, et la tentation est grande, pour produire un peu plus, de faire quelque manœuvre risquée ou de rejeter un peu plus de matières radioactives qu'il ne faudrait.

Il y a d'autres conditions à la sécurité des populations qui concernent en particulier le choix des sites des installations nucléaires, mais la sécurité des travailleurs est primordiale.

Q. — Vous êtes au CEA et à la CFDT. Comment concevez-vous un « nucléaire de gauche » ? Comment conciliez-vous autogestion et « outil nucléaire » ?

B.L. — Ici encore, votre question en recouvre plusieurs et je vais donc faire une réponse à tiroirs ! Le « nucléaire de gauche » peut se concevoir d'abord en termes de choix techniques, économiques, politiques. C'est par exemple la politique de l'énergie préconisée par la CFDT (que l'on retrouve assez bien à la CGT, au PC et au PS), ce sont aussi des choix techniques basés sur une recherche faite en France, donc mieux maîtrisée et une conception du service public carrément différente du

libéralisme atlantiste que nous connaissons aujourd'hui.

Mais le point fondamental dans cette affaire me paraît être le processus de prise de décision.

Que se passe-t-il actuellement : des groupes de pression exercent leur influence, les sociétés transnationales déroulent leur stratégie, les technocrates font des plans et la machine se met en branle. Pas un seul instant il n'y a information sérieuse, discussion approfondie, examen des thèses en présence et des alternatives possibles. Il n'y a aucune vie démocratique, aucun débat parlementaire, aucune prise en compte des désirs de la population. Cela tient certes à la pression qu'exerce le système capitaliste sur l'ensemble de la vie politique, mais aussi au fait que nos grands décideurs ne sont que d'orgueilleux médiocres qui s'imaginent détenir la vérité, font des choix monolithiques, « pour le plus grand bien des peuples », et ne connaissent finalement que la fuite en avant comme solution des problèmes.

Il ne s'agit pas de substituer des technocrates dits de gauche à des technocrates de droite, ce ne serait probablement pas bien meilleur : il faut se rendre compte que la seule issue, étant donnée la complexité et la gravité des problèmes, est précisément l'élaboration collective des décisions après information détaillée et contradictoire, discussion approfondie, définition du but à atteindre à partir des besoins réels de la collectivité. Pour moi, c'est cela, la « gauche », et cette perspective est assez bien résumée par les options de la CFDT : propriété collective des moyens de production et d'échange, autogestion, planification démocratique, nouveau modèle de développement. Je crois vraiment que l'autogestion n'est pas une idéologie, c'est une *nécessité* si nous ne voulons pas que l'histoire s'arrête, soit sur un monde détruit, soit sur un monde d'esclaves.

Que deviendra l'énergie nucléaire dans ces conditions ?

Contrairement aux promoteurs actuels, nous ne prétendons pas posséder la vérité : nous voulons que les gens choisissent. Ce que nous pensons, c'est qu'une société basée majoritairement sur le nucléaire, telle qu'on veut nous l'imposer, est une société dangereuse, fragile, imposant de multiples contrôles, et faisant courir des risques inutiles : trop de contraintes, trop de complexité, trop de concentration, trop de gigantisme, il n'y a effectivement pas place pour l'autogestion dans une société fondée sur un tel choix énergétique. Par contre, il n'est pas impossible d'envisager qu'une place équilibrée soit trouvée pour l'énergie nucléaire dans une planification ouverte, ne créant pas de situation irréversible, permettant de faire des choix démocratiques à chaque étape.

Le « nucléaire de gauche », c'est donc bien d'abord de remettre l'énergie nucléaire à sa place d'outil à mettre éventuellement au service de la collectivité. Comme bien d'autres choses, l'énergie nucléaire ne doit être ni une marchandise dont le seul but est de perpétuer le système capitaliste, ni une nouvelle technique de domination de quelques-uns sur l'ensemble des individus.

Questions de Georges Didier.

Bibliographie sommaire :

- « Stratégies énergétiques planétaires », de Amory B. Lovins, éditions Christian Bourgois.
- « L'escroquerie nucléaire » des Amis de la Terre, éditions Stock.
- « Questions sur le nucléaire », éditions Christian Bourgois.
- « L'Energie c'est vous », Pr Mollo-Mollo, éditions Stock.
- « Le Nucléaire en questions », Pierre Samuel. Editions Entente.
- « Alternatives au nucléaire », I.E.J.E. Presses Universitaires de Grenoble.
- « Nucléaire, Energie : nos conditions », Publication CFDT.

nucléaire : la stratégie des multinationales

Le nucléaire, ce n'est pas seulement un problème écologique, c'est aussi un nouveau champ d'accumulation pour le capitalisme ; c'est le développement de nouvelles branches industrielles : toujours plus le règne de la marchandise. Par rapport à la crise actuelle (crise de l'impérialisme), le nucléaire, tout comme le « solaire », pourrait représenter la base d'un modèle d'accumulation renoué et par là, une « solution » à la crise.

Si le nucléaire n'est pas seulement un problème écologique, E.D.F. n'est pas l'adversaire unique ! Derrière le nucléaire, il y a des groupes industriels et financiers (le nucléaire pour certains, c'est très rentable...) et une concentration du pouvoir économique et politique.

Qu'en est-il de ces groupes et de cette concentration du pouvoir en France et tout d'abord comment s'explique la situation actuelle ?

1) Naissance d'une industrie peu commune... 1939-1954 :

Après la découverte de l'émission de neutrons dans le phénomène de la fission, en mars 1939, les conséquences militaires et même civiles apparaissent si fantastiques que toutes les publications relatives à l'énergie nucléaire furent presque supprimées. Ce silence total devait durer près de 15 ans.

L'explosion de la première bombe atomique russe en 1949 avait été mise au compte d'un succès d'espionnage. La première bombe russe à hydrogène en août 1953 obligea les Anglo-Saxons à abandonner leur politique du secret : l'analyse chimique des poussières montra de telles différences avec celles de la première bombe H américaine (novembre 1952) qu'il fallut admettre l'existence d'une technique russe autonome.

Pour les Etats-Unis, cette réussite soviétique devenait

en fait un grave danger commercial dans la mesure où il apparaissait que la technique russe adaptée aux problèmes civils pouvait pénétrer dans le vide d'un monde occidental privé par les Anglo-Saxons de toute information.

Les Etats-Unis adoptèrent alors la politique générale de publication de leurs travaux, notamment en août 1955 à la conférence de Genève. Par la suite, tout ce qui touchait à la production industrielle d'origine nucléaire fut sorti du secret militaire et politique pour relever désormais du secret commercial.

2) Développement généralisé. 1954-1964 :

Dans tous les pays industriels avancés se développa la recherche nucléaire. Aux U.S.A., on vit les premiers projets de sous-marins atomiques et des programmes financés par A.E.C. (1).

C'est le rapport anglais sur l'énergie nucléaire (soumis au Parlement en février 1955) qui fut vraiment déterminant pour l'Europe occidentale. Ce rapport affirmait le rôle considérable du nucléaire et annonçait le lancement d'un vaste programme.

Ce fut alors une période euphorique... mais courte, car venues les années 60, il fallut déchanter, le nucléaire apparaissant comme moins compétitif.

A partir de 1964-1965, la France, la Grande-Bretagne, les U.S.A. passent des projets prévisionnels à l'**augmentation des commandes fermes** ; dès 1963, l'Angleterre peut offrir une centrale nucléaire à prix très compétitif. Westinghouse, firme américaine, suit...

(1) A.E.C. : Atomic Energy Commission, équivalent américain du C.E.A. français.

En 1967, les premiers problèmes sérieux se posèrent et les prix montèrent, Westinghouse étant toujours présent sur cet embryon de marché européen.

En France, le Conseil des ministres du 16 décembre 1964 définit la politique nucléaire qui marque le véritable démarrage de la filière française « graphite-gaz ».

Cette période (55-64) voit déjà la première crise pétrolière (Suez, 1956) et il est intéressant de noter que, comme la deuxième crise pétrolière récente, elle a encouragée la « percée du nucléaire ».

3) Développement et monopolisation (1964 - début 1970) :

A cette période, toute l'industrie qui touche au nucléaire est restructurée dans chaque pays. Ainsi Pompidou (Premier ministre) se voit remettre un rapport sur la « restructuration de l'industrie électro-mécanique » qui souligne la nécessité de « grands groupes nationaux » de taille internationale.

Plusieurs groupes postulent alors :

- le groupe PARIBAS avec la C.G.E. et Babcock ;
- la compagnie financière Union Européenne (groupe Schneider) et la banque Union Européenne ;
- Framatome (avec Westinghouse) ;
- Suez (avec Alsacienne et Alsthom).

De fait, la restructuration a donné deux grands groupes :

a) Le premier groupe, qui va devenir « Creusot-Loire » en 1970 est composé de la C.A.F.L. (Compagnie des Ateliers et Forges de la Loire) et de la S.F.A.C. (Société des Forges et Ateliers du Creusot), du groupe Schneider (dont le baron Empain, en 1966, prend 25 %).

b) Le deuxième groupe est composé de deux banques : Paribas (présent chez Usinor, Babcock, B.S.N., Péchiney-Ugine Kuhlman) et Suez (présent chez Saint-Gobain, Pont-à-Mousson, et lié à De Wendel).

Au moment de la fusion CAFL-SFAC (1970), le groupe Suez-Paribas lutte, mais en vain, pour prendre le contrôle de ce qui devint Creusot-Loire.

Pendant que le secteur privé se restructurait, l'E.D.F. travaillait un plan. Elle décida, en 1969, que seules seraient construites des centrales PWR (2), ce qui exclut du marché public la General Electric.

Ambroise Roux, président de la Compagnie Générale d'Electricité (qui avait la licence américaine « General Electric » pour centrale BWR) intervient auprès de Pompidou (président) qui demande alors à E.D.F. de construire deux sortes de centrales : BWR (3) (General Electric chez C.G.E.) et PWR (Westinghouse chez Creusot-Loire).

Les pouvoirs publics tergiversent et la question n'est finalement réglée qu'en juillet 1975 par Giscard d'Estaing (dont la femme est de la famille Schneider du groupe Creusot-Loire) qui décide qu'E.D.F. ne construira désormais que des centrales PWR, licence Westinghouse, en donnant le monopole de construction à Framatome (Creusot-Loire, Schneider, Empain).

En 1964, aux U.S.A., il n'y avait que deux constructeurs : Westinghouse et General Electric, auxquels sont venus s'ajouter très vite : Babcock and Wiccox et Combustion Engineering.

En 1969, Westinghouse essaie de coordonner ses filiales européennes et réussit parfaitement en Belgique, en Espagne et en Italie. En France, De Gaulle refuse d'accepter la vente par Empain de Jeumont-Schneider à Westinghouse. Le groupe Empain va donc changer de stratégie. Ne pouvant vendre, il va chercher à être le premier en France. Le récent accord (décembre 1975) entre Framatome, Westinghouse, E.D.F. et le C.E.A. consacre sa réussite.

4) La « crise » actuelle du nucléaire :

Mondialement en 1971-1972, les deux géants américains (Westinghouse et General Electric) dominaient le marché. Objectivement, il apparaît deux limites :

— d'une part, la généralisation de la filière américaine. Les Allemands sont arrivés à dominer la licence Westinghouse et à maîtriser une filière qui leur est propre ;

— d'autre part, le développement de capitaux nationaux (comme en France et au Japon).

(2) P.W.R. : Pressurised Water Reactor, filière où l'eau est maintenue à haute pression.

(3) B.W.R. : Boiling Water Reactor, filière à eau bouillante.

Ce développement de bases nationales est-il une contradiction du système ? Se fait-il contre les Américains ? Apparemment oui ; mais en fait, ce développement est maîtrisé par les Américains eux-mêmes qui y ont intérêt !

La stratégie d'une firme multinationale consiste, pour faire du profit, à différencier ses moyens de production qui sont, par exemple, moins chers en France qu'aux U.S.A.

Il est intéressant politiquement pour la firme de différencier aussi ses moyens de production en fonction des « Etats-Nations ».

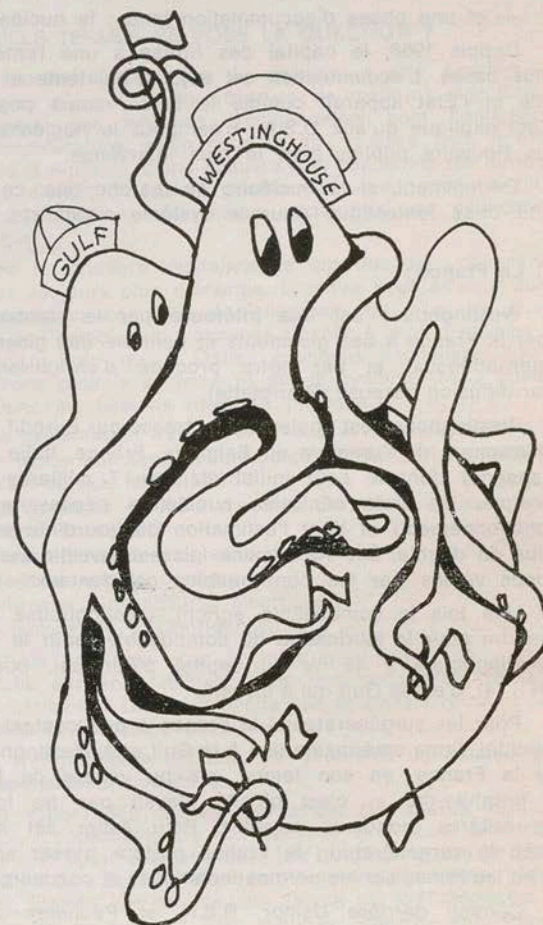
Le développement d'unités dites « nationales » se fait avec l'argent de la bourgeoisie locale ou de l'Etat (donc des contribuables). Par exemple, en Espagne, l'Etat fait des prêts à 95 % à une firme américaine. Ainsi, sous le couvert de la recherche des possibilités d'emplois, on se sert de l'argent des contribuables pour aider une firme américaine à utiliser une main-d'œuvre bon marché dont elle tirera des bénéfices ; ceux-ci étant expatriés, favoriseront l'inflation. Et puis, les Européens semblent moins « gourmands » que les Américains pour la rentabilité du capital...

Les multinationales **se servent des Etats** pour drainer l'argent : car l'action de l'Etat va permettre une dévalorisation du capital : rentabilisation moindre des capitaux publics et par conséquent surprofits pour les capitaux privés restants.

C'est pourquoi, dans le nucléaire, « l'Etat-Nation » prend une importance de plus en plus grande.

Il est préférable pour les multinationales de maintenir la façade d'une concurrence entre les « Etats-Nations ». Par exemple, la France va se battre avec l'Italie pour vendre une centrale à l'Iran (toutes les deux du type Westinghouse d'ailleurs). Les frais de la compétition sont à la charge des Etats-Nations et les peuples croient en leur industrie « nationale ». Ainsi, les multinationales profitent au mieux des recherches des Etats-Nations...

Le nucléaire représente un nouveau champ d'accumulation du capital. Il y a, dans le développement du capitalisme, plusieurs phases qui ont correspondu à différents « progrès ». Il y a eu des produits longs, des



produits plats, puis l'électronique et l'informatique. Aujourd'hui, il y a le nucléaire.

En ce moment se conjuguent deux phases :

- une phase d'accumulation rapide du capital par la **surconsommation** (électro-ménager par exemple) ;
- et une phase d'accumulation lente : le nucléaire.

Depuis 1966, le capital des firmes a une rentabilité plus basse. L'accumulation est aujourd'hui lente et difficile et l'Etat apparaît comme le seul recours possible. Ceci explique qu'aux U.S.A., c'est pour le nucléaire que les Pouvoirs publics sont le plus intervenus.

Evidemment, si le nucléaire ne marche pas, ce sera une crise fantastique pour le système capitaliste.

5) La France :

Westinghouse est très intéressé par le combustible (car la France a des gisements et contrôle des gisements internationaux) et par notre procédé d'enrichissement par diffusion gazeuse (Pierrelatte).

Westinghouse est également intéressé par Eurodif (enrichissement de l'uranium en Belgique, France, Italie, Iran, Espagne) dont le coût initial était de 7 milliards (non compris les trois centrales nucléaires nécessaires au fonctionnement) et dont l'estimation d'aujourd'hui est de plus du double. Les Américains laissent investir avec les fonds versés par les contribuables occidentaux.

Une fois le combustible enrichi, Westinghouse interviendra pour la **fabrication** du combustible (pour le PWR, Westinghouse a 45 % du capital d'Eurofuel, pour le HTR (4), c'est la Gulf qui a investi).

Pour les surgénérateurs, la France a pris contact avec Bechtel, firme américaine liée à la Gulf et à Westinghouse. Si la France, en son temps, n'a pu vendre de filière « graphite-gaz », c'est qu'elle n'avait pas pu fournir de critères mondiaux valables. Pour éviter cet échec avec le surgénérateur, la France préfère passer accord avec les firmes sur les normes techniques et commerciales.

Comme derrière Usinor, B.S.N. et Pechiney Ugine

(4) H.T.R. : High Temperature Reactor, filière graphite-gaz où le refroidissement est assuré par des gaz carboniques à haute température.

Kulhman, il y a Paribas, comme derrière les filières françaises et italiennes il y a Westinghouse, de même derrière Westinghouse et la Gulf il y a un même groupe financier, le groupe américain Mellon ; il a investi :

- dans les filières PWR actuelles avec Westinghouse ;
- dans les filières HTR avec la Gulf ;
- et dans les surgénérateurs, à nouveau avec Westinghouse.

6) Signification du nucléaire :

Le nucléaire représente donc un potentiel très fort de restructuration du système capitaliste et c'est en fonction de lui que de nombreux groupes se restructurent. Il ne concerne pas les mêmes branches dans chaque « Etat-Nation ». Il y a une **division internationale du travail** dictée par les multinationales, mais avec un développement inégal entre les pays.

Par exemple, l'Allemagne est arrivée à germaniser la licence Westinghouse, alors que la France n'y est pas arrivée. L'Allemagne a la maîtrise du processus, la France non.

Les pays sous-développés vont commencer des réalisations nucléaires. Une centrale en Algérie coûte 10 % du P.N.B. du pays. Or, les ressources pétrolières algériennes seront épuisées en l'an 2000.

Ayant choisi une industrie très gourmande en capital et un développement industriel très concentré, étant entraînée dans une dynamique de leadership, l'Algérie, pour être présente après le pétrole, est acculée au nucléaire...

Marx disait à propos du luddisme (doctrine qui incitait à briser les machines) : « Il ne faut pas confondre la machine en tant qu'outil technique et l'utilisation sociale qui en est faite ».

Cela est-il suffisant ? Le débat reste ouvert...

G. D.

d'après les notes d'une conversation
avec Michel DAMIAN
assistant à l'Université de Grenoble.

le nucléaire, problème politique

D'OU VIENT LE NUCLEAIRE ?

L'énergie nucléaire civile telle que nous la connaissons aujourd'hui n'est qu'un sous-produit de la recherche militaire. Elle a pris son essor au moment de la lutte d'influence des deux grands blocs. Il ne faut pas oublier que sa première « application » a été la bombe d'Hiroshima, larguée par les U.S.A. dans le simple but de gagner de vitesse l'U.R.S.S. pour se « placer » sur le marché économique japonais.

On peut se demander pourquoi les dirigeants de tous les pays dits développés ont choisi cette voie en dehors de toute logique économique. Cela ne peut se justifier que par la facilité avec laquelle on peut « rentabiliser » cette production en utilisant les infrastructures déjà mises en place par les militaires aussi bien pour les recherches que pour les premières applications.

Le fait nucléaire trouve son origine dans les exigences militaires et non économiques. Son développement est un exemple de plus des liens étroits qui règnent entre nos structures économiques et le dessein des « stratégies » militaires.

La rentabilisation des investissements gigantesques dans le domaine militaire n'était pas assurée avant la crise pétrolière de 1973. L'aubaine était trop belle pour que le capital ne l'exploite pas. Les demandes légitimes des pays arabes furent le moyen idéal d'éviter le retour à une énergie bon marché. Acculées à la nécessité absolue de conserver le contrôle des matières premières, les sociétés multinationales accélèrent alors l'exploitation civile de l'énergie nucléaire, ce développement permettant en outre de précieux réinvestissements au moment opportun.

L'économie capitaliste ne peut survivre qu'en se concentrant de plus en plus. Cette concentration est la condition du maintien des taux de profits ; elle implique la recherche de l'intérêt immédiat, du rentable à court terme, sans se préoccuper de l'avenir. Ces profits ne sont réalisables que par une surconsommation d'objets et de produits sophistiqués avec pour conséquences d'accroître les besoins en énergie. C'est ce qui conduit les régimes politiques à présenter le recours au nucléaire comme la seule solution économique aux besoins des hommes. C'est pourquoi le nucléaire sous ses différentes formes, énergétique, industrielle, militaire, détermine de manière fondamentale l'organisation politique et sociale des sociétés futures.

EN QUELS TERMES SE POSE LA QUESTION ?

Le nucléaire n'est pas la solution à nos problèmes d'énergie : d'une part les réserves de matières premières à l'origine des énergies traditionnelles sont beaucoup plus considérables qu'on nous le dit ; d'autre part, il est possible d'exploiter d'une manière non capitaliste les autres sources d'énergies (soleil, géothermie, vents, etc.) ; enfin, une autre structure économique permettrait une économie d'énergie.

Dans la structure capitaliste, la question est : comment produire toujours plus d'énergie. Lorsque nous savons que cette question contribue à l'aliénation de plus en plus grande de l'homme, nous sommes amenés à nous demander : pour qui ? Pour quoi ? Dans l'économie capitaliste, nous produisons pour le système et par le système. Mais quels sont donc les besoins réels de l'homme ?

- Une alimentation frelatée et d'un prix de revient élevé ?
- Un repos sur fond d'autoroutes et de périphériques ?
Qu'est-ce que le bien-être ?
- Des vacances au mois d'août à Cannes ou ailleurs sur 50 cm² de sable ?
- Le samedi après-midi au super-marché ?
Qu'est-ce que le bonheur ?
- La brosse à chaussures électrique ?
- La lecture de « Confidences » ?

Le vrai problème pour l'homme n'est-il pas dans une recherche sur ses finalités, dans une reconquête de sa nature véritable ? Ce qui implique que la société retrouve la simplicité et l'équilibre perdus...

Le vrai problème est donc un problème de **pouvoir** et de **responsabilité** collective.

Cet aspect des choses n'a jamais été abordé car la décision n'appartient pas aux hommes que nous sommes, mais à une force anonyme dont les buts ne nous sont pas révélés : il ne s'agit, en fait, que d'objectifs immédiats, individuels, limités, provisoires, qui seront un jour dépassés ; et alors on se tournera vers d'autres objectifs tout aussi immédiats, individuels, limités et provisoires. Qu'importe alors aux intérêts privés les moyens employés ? On sait bien que la destruction d'un marché n'a jamais empêché de prospecter ailleurs auprès d'autres clients et avec d'autres démarcheurs.

Mais les pays non capitalistes sont tout aussi attirés, bien que pour d'autres raisons, par la solution miracle. Il n'est donc pas illogique, ni pour les uns, ni pour les autres, d'envisager, en cas de besoin, le moyen nucléaire même si ce n'est qu'un palliatif, même si ses dangers ne sont pas exactement connus. Pour de super-profits, une paix provisoire, un soi-disant progrès social, un bonheur hypothétique d'une partie de l'humanité, on envisage avec sérénité une solution dont les conséquences seront lourdes...

Pour nous, la relation moyen-fin est primordiale. Pour le type de société que nous recherchons, nous refusons ce type d'énergie.

Il s'agit donc bien d'une lutte. Mais où porter cette lutte ? Car il ne s'agit pas seulement d'un choix technique dans la production d'énergie. Il ne s'agit pas de remplacer une source d'énergie par une autre. Cette lutte doit trouver sa place dans une lutte globale. L'enjeu est l'harmonisation, l'équilibre entre les besoins de l'homme et le milieu dans lequel il vit.

Il faut combattre l'état de violence que subissent les hommes à travers la détérioration de tout ce qui les entoure. La question nucléaire n'est évidemment pas seule en cause, mais elle offre un raccourci de toutes les techniques de destruction. Tout y est : la puissance anonyme de l'argent, les complicités, les envies et les désirs qu'elle suscite ; la spirale de la concentration, les énormes moyens employés, la force brutale (blocus économique, bombe), la super-technique qui reste l'apanage de quelques-uns, la substitution de relations techniques aux relations entre les hommes.

A QUOI NOUS MENE LE NUCLEAIRE ?

Après nous être interrogés sur les origines militaro-économiques du choix du nucléaire, nous nous interrogeons sur les conséquences de ce choix.

L'énergie nucléaire hypothèque gravement l'équilibre écologique déjà perturbé depuis des décennies par l'industrialisation à outrance. Certes, les risques écologiques furent les premiers mis en évidence par les opposants à l'énergie nucléaire ; ce fut un obstacle à une réelle sensibilisation des masses car les problèmes écologiques sont encore considérés comme préoccupant uniquement des bourgeois et petits bourgeois gavés par la société de consommation. Cependant les problèmes écologiques nés du nucléaire sont étroitement liés aux problèmes économiques, à la structure capitaliste donc à la libération des classes exploitées.

Nous ne reprendrons pas ici le tableau des risques proprement techniques et écologiques. Il est maintenant bien connu (cf. Bibliographie).

En revanche, on ne soulignera jamais assez combien

le choix nucléaire est en même temps un choix de société. En ce sens, il nous paraît très significatif que ce choix, qui prépare une société où le contrôle démocratique sera très difficile (pour ne pas dire impossible) ait été fait sans aucune procédure de consultation populaire.

Dans quelle démocratie sommes-nous quand une décision aussi lourde de conséquences a été prise dans un premier temps par deux hommes (1945 : création du C.E.A. par De Gaulle et Debré) et dans un deuxième temps par un Conseil des ministres ?

Dans quelle démocratie sommes-nous quand il n'y eut même pas le débat pseudo-démocratique des assemblées élues ? Le débat fut celui des informations-intoxication de l'E.D.F., du C.E.A. et des campagnes de presse du gouvernement.

Information-intoxication quand E.D.F. détermine la consommation d'électricité à venir en fonction de la rentabilisation des installations et non en fonction des besoins ; quand E.D.F. présente un prix de revient du kw/h nucléaire compétitif en omettant dans ses calculs les éléments qui le rendent non compétitif.

Information-intoxication quand 67 % des investissements des installations nucléaires doivent être financés par des banques étrangères alors que le choix du nucléaire est dicté par des motifs « d'indépendance ».

Information-intoxication quand l'indépendance énergétique est basée sur l'achat de l'uranium enrichi aux U.S.A. et à l'U.R.S.S. alors que le prix de l'uranium enrichi ne cesse d'augmenter depuis deux ans et que la pénurie est prévue à court terme par M. Wyart, Président de l'Organisation des Producteurs d'Energie Nucléaire. La moindre pénurie entraînera des hausses de prix colossales...

Information-intoxication quand les réserves françaises en uranium naturel n'assurent que 50 % de nos besoins actuels et seront épuisées en 1980.

Vers quelle démocratie allons-nous quand, pour des raisons de sécurité (bien compréhensible de l'opinion publique, sic...) il faut et il faudra un contrôle policier sévère des travailleurs du nucléaire ?

Quand, pour les mêmes raisons de sécurité, il faudra une surveillance policière des centrales nucléaires, des unités de production situées en amont et en aval et du transport du combustible irradié...

Quand la taille et la « fiabilité » des unités de production supposent une centralisation accrue des pouvoirs de décision...

Quand la même taille des unités de production laisse supposer des concentrations industrielles importantes...

Devant ce gigantisme, cette course à la multiplication des consommations d'énergie imposée par la logique du

mode de production capitaliste, nous faisons figure de société « droguée ».

Car le problème est bien de savoir **pourquoi** il faut toute cette énergie. Quel est le devenir de l'homme, où est sa libération quand un peu plus d'équipement signifie un peu plus de dépendance économique ?

Où est son devenir quand son pseudo-bonheur est un massacre des équilibres naturels, une asphyxie lente qui peut, à terme, rendre la vie, au sens biologique du terme, impossible ?

STRATEGIE ANTI-NUCLEAIRE

En posant le problème essentiellement en termes politiques, nous avons voulu montrer que l'enjeu de la bataille qui se livre aujourd'hui n'est ni scientifique, ni technique. Il s'agit en fait de choisir le type de société dans lequel nous vivrons demain. Par conséquent, ce choix est un choix politique.

C'est donc d'abord, mais pas exclusivement, sur le terrain politique que doit s'engager notre action. L'expérience ayant montré que les débats purement scientifiques et techniques aboutissaient à des impasses ou bien tournaient à des querelles d'experts, il faut, sans ignorer l'importance des arguments scientifiques, introduire cette dimension politique dans la problématique nucléaire.

En fait, face à une menace globale qui vise à l'asservissement de tous les aspects de la vie, on ne peut répondre que par une constatation du même type. D'où la nécessité d'élaborer une stratégie à deux niveaux : tout d'abord, celui de la lutte proprement anti-nucléaire, contre la prolifération des centrales ; ensuite celui, tout aussi important, de la lutte contre le système économique dont la logique productiviste et la nécessité de restructuration nous imposent un tel type d'énergie.

Cela signifie qu'il faut en même temps :

- refuser l'implantation de toute centrale nucléaire ;
- exiger l'ouverture d'un véritable débat public, avec levée des « secrets » scientifiques et techniques, et libération de l'information ;
- poursuivre à la fois la lutte contre le capitalisme multinational et la lutte contre la militarisation de la société, contre la montée du totalitarisme technocratique.

Pour se donner les moyens de cette lutte, il apparaît indispensable de créer là où il n'en existe pas, des collectifs anti-nucléaires regroupant l'ensemble des forces luttant sur le front anti-nucléaire et de renforcer les liens avec le mouvement ouvrier et plus particulièrement les syndicats.

Pour ce qui est des méthodes d'actions, il nous appartient de privilégier le travail en profondeur qui vise à

informer les couches les moins conscientisées de la population, au détriment peut-être d'actions plus spectaculaires mais d'une efficacité moindre.

Selon l'expression de Fournier, il faut « Nous faire comprendre de Monsieur Tout-le-Monde, lui faire comprendre qu'il ne sauvera sa peau que si le monde change ».

GROUPE NON-VIOLENT DE LIMOGES.

En bref ...

Nous avons déjà signalé le lancement d'une importante campagne de BOYCOTT des oranges OUTSPAN d'Afrique du Sud.

Pour participer à cette action, pour la soutenir et la faire connaître, il est **indispensable** de s'abonner au bulletin mensuel de la Campagne Anti-Outspan :

APARTHEID : NON !

46, rue de Vaugirard, Paris (6^e).

Abonnement : 25 F (à l'ordre de E. Daviaud).

Pierre FOURNIER, fondateur de la « Gueule Ouverte » et membre de l'équipe de « Charlie-Hebdo » a profondément marqué ceux qui le lisaient régulièrement.

Un deuxième recueil de ses écrits et dessins vient de paraître aux Editions du Square (40 F).

« Y EN A PLUS POUR LONGTEMPS », de Pierre Fournier. A lire et relire.

LE DIMANCHE 29 FEVRIER 1976 A LA MUTUALITE DE 15 A 19 HEURES

Avec John LITTLETON, un film sur les communautés villageoises de production en Tanzanie, rencontres, débats, carrefours avec Croissance des Jeunes Nations, Faim et Développement, Libération Afrique... Les groupes locaux Tiers-Monde l'UCOJUCO, Campagne Anti-Outspan, Mouvement pour une Alternative non-violente, etc...

ENTREE GRATUITE.

Journée organisée par les groupes locaux Tiers-Monde de Paris. Secrétariat de Liaison 38, rue des Epinettes (17^e). Tél. 229.50.73.

nous avons lu

LE NUCLEAIRE : UN CHOIX DE SOCIETE

Le pari nucléaire a été présenté comme inévitable, dans la mesure où la France ne pouvait plus fonder son système énergétique sur le pétrole pour des raisons politiques et économiques. N'était-ce pas oublier que le nucléaire n'était pas la seule issue ? La France était placée devant une alternative : adopter ou refuser le nucléaire ; chaque terme en était lourd, certes, de conséquences éventuelles, mais laissait une certaine liberté de choix. Pourtant, l'éventualité d'un refus du nucléaire n'a même pas été envisagée, parce que ce refus aurait notamment entraîné la remise en cause du système économique et social. En effet, les deux pôles de cette alternative, impliquant chacun un profil énergétique particulier (satisfaction à tout prix des besoins actuels ou définition d'autres besoins), déterminaient des « types de société » différents. Adopter le nucléaire, c'était par là même accepter le mode de vie présent (dont l'accumulation des biens de consommation est la justification essentielle), assurer la pérennité de la société industrielle, telle qu'elle est maintenant comprise, et léguer la décision inévitable d'arrêter, ou tout au moins de repenser, la croissance aux générations futures. A l'inverse, refuser le nucléaire pouvait signifier la volonté de transformer la société dans ses fondements comme dans ses objectifs.

C'est pourquoi le choix nucléaire, malgré les aspects techniques et économiques qui doivent permettre d'établir sa viabilité, est essentiellement un choix politique, qui ne peut être fait qu'en rapport avec une conception préalable de l'organisation sociale. La décision prise ne pouvait donc être que subjective, puisque le raisonnement était conduit à l'envers : le nucléaire apparaissant comme le seul moyen de maintenir le système existant, on a posé a priori qu'il était inévitable, et tous les arguments ne sont plus utilisés

que pour démontrer cette position de principe. Ce type de raisonnement caractérise notre organisation technocratique dans laquelle la science est utilisée par le pouvoir politique pour justifier rationnellement ses décisions. Savoir et puissance politique sont ainsi unis de façon cohérente pour gouverner la société. Aux critiques politiques des décisions, il est répondu par l'exposé de leur perfection technique. Quant aux critiques scientifiques, le pouvoir peut les négliger, dans la mesure où elles ne peuvent empêcher l'exécution de ses volontés. Dans ces conditions, on comprend que l'exercice de la démocratie reste, sinon illusoire, du moins extrêmement difficile lorsque la société est confrontée à des problèmes techniques de cette importance. Le nucléaire en est probablement l'exemple le plus frappant, au point que les autorités n'ont même pas jugé utile de consulter réellement les citoyens et leurs élus avant la décision, considérant que la complexité technique du débat rendait impossible sa compréhension hors du cercle restreint des « spécialistes ». Nous avons tenté de présenter les aspects techniques du nucléaire, parce que, si la décision est, en fin de compte, politique, elle nécessite d'abord une analyse technique. Mais l'incertitude qui pèse sur la plupart des données interdit d'affirmer que l'énergie nucléaire est inéluctable, comme de prétendre qu'elle est désastreuse.

La vraie question du nucléaire porte sur notre organisation sociale : l'ampleur et la complexité des problèmes techniques auxquels la société est confrontée lui permettent-elles d'y répondre de façon démocratique ?

(H. Kempf et Marie-France Toinet, *Le débat nucléaire français*, revue Etudes, 15, rue Monsieur, Paris 15^e, janvier 1976).

Dans notre numéro 5-6, nous avons demandé à André Faussurier (directeur du CRESE) (1), une réflexion sur une science et une technique non violente.

Son Centre vient de sortir une plaquette (2) très intéressante qui donne un aperçu des recherches entreprises par A. Faussurier et son équipe.

Les travaux du centre débouchent actuellement sur trois directions très intéressantes :

- 1) Une étude vivante de l'eau : au-delà de sa composition chimique, l'eau vit. Le Centre travaille sur les phénomènes fluctuants.
- 2) Une base scientifique à l'agriculture biodynamique qui en a bien besoin.
- 3) Une mise au point d'un test de qualité de l'eau.

Voici quelques très brefs extraits de la publication.

G. D.

LA PENSEE

« Ce qui fait notre originalité, c'est l'esprit transdisciplinaire... » « Qui aujourd'hui pourrait définir le but de la science à l'état pur, de plus en plus analytique, de la science privée (...) de l'art, de la métaphysique, de la pensée ? Une telle science, on connaît bien ses moyens, mais elle n'a pas de but... Nous savons tous combien nous souffrons de cette sortie de schizophrénie, combien nous sentons s'élever des barrières de plus en plus infranchissables entre les diverses spécialités. Les dialogues deviennent impossibles... »

LES TROIS VOIES

« Face aux dangers de notre civilisation technocratique, trois principales attitudes sont discernables aujourd'hui :

— La première, guidée par une nostalgie du bon vieux temps, du paradis perdu, et effrayée par l'inhumanité du désert matérialiste et technocratique, est une tentation de rebroussement. C'est celle de l'enfant qui refuserait de grandir.

— La deuxième considère que la science et la technique ont été des éléments moteurs nécessaires et favorables à l'évolution de l'humanité... Elle se contente d'une pensée mécaniste, des méthodes analytiques et de la logique binaire.

— La troisième est une voie qui se cherche... Elle ne renie pas la science et la technique à condition qu'elles soient renouvelées profondément par des objectifs, mais aussi des fondements élargis... Elle voit dans notre époque une transformation difficile : l'apprentissage par l'homme de sa responsabilité et de sa liberté sans attachement maladif au passé ni réaction adolescente de rejet du « père ». Afin de prendre en main une nouvelle étape de l'évolution, l'homme est appelé à trouver le développement qui convient à sa nature et à son indéniable besoin d'aimer... »

L'EAU

« La civilisation actuelle a fini (inconsciemment) de vider l'eau de ses forces et de ses pouvoirs supra-sensibles en cherchant à la soumettre, à l'exploiter, à l'utiliser physiquement... »

Enfin, A. Faussurier montre que l'on ne peut aborder l'eau, et plus généralement les fluides, donc également l'air, avec la pensée mécaniste, atomistique, et que l'on peut modifier les propriétés de l'eau sans modifier au moins de façon sensible, sa composition.

Le CRESE organise des stages de formation permanente (qui peuvent s'inscrire dans le cadre de la loi du 16 juillet 1971 sur la formation continue) sur trois sujets :

- Questions fondamentales sur l'environnement et la qualité.
- Introduction à la connaissance et à l'étude des phénomènes dits fluctuants.
- Les formes d'expressions de la vie.

(1) CRESE : Centre de Recherche pour l'Elargissement des Sciences Expérimentales. 25, rue du Plat, 69288 Lyon Cedex 01.

(2) Il y a trois publications éditées par le CRESE :

- une petite plaquette de présentation,
- un recueil d'extraits de conférences (15 F franco) qui est une bonne introduction pour
- le cours polycopié (en souscription : 130 francs).

énergie et mythes économiques

Cet article s'inspire très étroitement d'une partie de la conférence donnée en 1972 à l'Université de Yale (School of Forestry and environments studies) par M. Nicholas Georgescu-Roegen et dont le texte a été distribué comme document de travail aux membres de la Commission sur les ressources naturelles et au Comité chargé des ressources minérales et de l'environnement (USA).

Regrettant le caractère mécanique de la science économique traditionnelle qui ne permet pas d'inclure l'environnement et le problème des ressources naturelles, le conférencier emprunte à la Thermodynamique sa loi d'entropie (tous types d'énergie sont graduellement transformés en chaleur et la chaleur se dissipe jusqu'au point où l'homme ne peut plus l'utiliser), l'applique à l'économie, analyse les aspects énergétiques de l'existence de l'homme, fait l'esquisse des problèmes écologiques de notre époque, dénonce le gaspillage, met en garde contre un certain nombre de mythes économiques notamment celui de l'état stationnaire (croissance zéro) et propose un programme bio-économique minimum.

L'état stationnaire : un mirage à la mode

Tout comme Malthus, les auteurs des « Limites de la croissance » (club de Rome), de « Blueprint for survival » et bien d'autres estiment que la croissance exponentielle dans un monde fini conduit à toutes sortes de désastres et que le salut écologique réside dans un état stationnaire.

Cette vision (chère à Stuart Mill) d'un monde bienheureux et béat dans lequel la population et les ressources seraient constantes revient au goût du jour du fait de la renaissance spectaculaire de ce mythe du salut écologique : il est intéressant de souligner ses écueils les plus typiques.

L'erreur cruciale consiste à ne pas voir ceci : *non seulement la croissance, mais aussi la croissance zéro, voire même une croissance négative ne peuvent exister à jamais dans un environnement fini.* On imagine, à tort, qu'un état perpétuellement stationnaire aurait une structure figée et ne contiendrait pas le germe de mort qui est inévitable dans

tout macro-système ouvert. D'autre part, un monde avec une population stationnaire serait continuellement forcé de changer sa technologie et son mode de vie pour répondre à la diminution inévitable des ressources accessibles, ce qui suppose des innovations appropriées intervenant miraculeusement au bon moment. Un monde stationnaire peut se confondre pour un temps avec un environnement changeant à travers un système de « feedbacks » équilibrés analogue à ceux d'un organisme vivant pendant une période de sa vie. Mais le miracle ne peut pas durer indéfiniment. Tôt ou tard, le système s'écroule et l'état stationnaire entre en crise.

Si l'on établit une comparaison entre l'état stationnaire et la thermodynamique, il est vrai que le minimum d'entropie est atteint quand le système se stabilise, mais un état d'immobilité thermodynamique ne peut exister de manière approxima-

tive que pour une durée limitée. En réalité, les arguments les plus courants en faveur de l'état stationnaire sont d'une nature plus directe ; on avance par exemple que, dans un tel état, on a plus de temps pour réduire la pollution par des procédés naturels et pour adapter la technologie à la diminution de l'accessibilité des ressources.

Il est tout à fait vrai que nous pourrions utiliser aujourd'hui bien plus efficacement le charbon que nous avons brûlé dans le passé ; mais peut-être n'aurions-nous pas maîtrisé aussi bien les techniques si nous n'avions pas brûlé ce charbon ! On dit également que dans un état stationnaire, les gens travailleront moins et pourront consacrer plus de temps aux activités intellectuelles. Mais l'Histoire, toutefois, offre de multiples exemples, au Moyen Age notamment, de sociétés quasi stationnaires où les Sciences et les Arts stagnent. Le temps libre pour le progrès intellectuel dépend en fait de l'intensité de la pression de la population sur les ressources. C'est là que se situe la principale faiblesse de la vision de MILL. Témoin le fait que son hypothèse n'offre pas de base pour déterminer, même en principe, les niveaux optimum de population et de ressources ; ce qui met en lumière un point important, bien que non remarqué : les arguments en faveur de cette option (croissance zéro) aboutissent à la conclusion que l'état le plus souhaitable n'est pas un état stationnaire mais une *croissance négative*!

Nul doute que la croissance que nous connaissons aujourd'hui doive cesser, être inversée. Mais qui-conque croit qu'il peut tirer des plans pour le salut écologique de l'espèce humaine ne comprend pas la nature de l'évolution, ou même de l'Histoire : c'est une lutte permanente dont les formes se renouvellent sans cesse, et non un processus physico-chimique qui serait prévisible et contrôlable, comme la cuisson d'un œuf ou l'envoi d'une fusée dans la lune.

Bioéconomie de base

En dehors de quelques exceptions insignifiantes, toutes les espèces autres que l'homme n'utilisent que des instruments endosomatiques (ex. : jambes,

griffes, ailes...) qui appartiennent à l'organisme individuel par naissance. Seul l'homme en est arrivé à utiliser un bâton qui ne lui appartient pas par naissance mais qui prolonge son bras endosomatique et accroît sa force. L'évolution de l'homme a alors transcendé les limites biologiques pour inclure aussi l'évolution des instruments exosomatiques, c'est-à-dire produits par l'homme mais n'appartenant pas à son corps. Ce qui explique que l'homme puisse voler dans le ciel ou nager sous l'eau, bien que son corps n'ait ni ailes, ni nageoires.

L'évolution exosomatique a amené deux changements fondamentaux et irréversibles dans l'espèce humaine. Le premier est la réalité irréductible du *conflit social* ; il caractérise notre espèce : d'autres espèces vivent aussi en société et ne connaissent pas de tels conflits. La raison en est que leurs « classes sociales » correspondent à des divisions biologiques clairement définies. La mise à mort périodique des bourdons par les abeilles est une action biologique naturelle, pas une guerre civile. Le second changement est la *dépendance* de l'homme vis-à-vis des instruments exosomatiques. Et du fait de cette dépendance, la survie de l'humanité devient un problème entièrement différent de celui de toutes les autres espèces : problème qui n'est ni seulement biologique, ni seulement économique, mais *bioéconomique* ; problème dont les multiples aspects sont dûs aux asymétries qui existent entre les trois sources de basse entropie qui constituent la dot de l'humanité : l'énergie reçue du soleil d'une part, l'énergie libre et les structures matérielles emmagasinées dans les entrailles de la terre d'autre part.

1) Les ressources terrestres sont un stock (limité) alors que l'énergie solaire est un flux (illimité). Le charbon par exemple est un stock et nous sommes libres de l'utiliser entièrement aujourd'hui ou sur plusieurs siècles. Par contre, on ne peut pas modifier la part de radiations solaires d'une génération future.

2) Puisque à l'échelle humaine, on ne peut pas transformer l'énergie en matière, les matériaux de basse entropie accessibles sont, de loin, l'élément

le plus critique d'un point de vue bio-économique. C'est pourquoi, en bio-économie, il faut insister sur le fait que chaque cadillac (pour ne pas parler des instruments de guerre) signifie moins de charrues pour les générations suivantes et implicitement moins d'êtres humains.

3) Il y a une différence astronomique entre la quantité du flux d'énergie solaire et le stock d'énergie terrestre : on estime que les réserves terrestres ne pourraient produire que l'équivalent d'environ deux semaines de soleil sur la terre. Si leur épuisement continue à augmenter au même rythme, ces réserves ne pourront supporter l'activité industrielle de l'homme que pendant quelques décennies. Même les réserves d'uranium 235 ne dureront pas longtemps si elles sont utilisées dans des réacteurs ordinaires. Les espoirs sont maintenant tournés vers le surgénérateur (breeder reactor) et certains chercheurs américains estiment qu'il serait possible, à partir de roches contenant de l'uranium naturel d'obtenir des quantités considérables de combustible nucléaire (2 fois plus d'énergie qu'il en est consommé aujourd'hui par tête aux USA et pour 20 milliards d'hommes pendant des millions d'années). Ce plan qui supposerait l'ouverture de carrières immenses sur des régions entières du globe et le stockage du combustible dans 4 000 parcs en mer, est un exemple typique de pensée linéaire car il ne suffit pas, pour l'existence d'une population qui croît, d'augmenter proportionnellement son approvisionnement.

De plus, ces « spécialistes » écartent comme « non scientifique » la question la plus importante, qui est de savoir si on peut mettre en place une organisation sociale compatible avec une telle densité de population et une manipulation nucléaire sur une si grande échelle (risque substantiels de catastrophe nucléaire, transport des combustibles nucléaires et stockage des déchets radioactifs). On touche là au plus grand rêve des physiciens : contrôler la réaction thermonucléaire.

L'image d'ensemble est claire : — les énergies terrestres sur lesquelles nous pouvons effectivement compter existent en très petite quantité, alors que l'utilisation de celles qui existent en quantités plus

importantes comporte de grands risques et des obstacles techniques considérables.

— l'immense énergie du soleil n'est pas utilisée à grande échelle en raison, principalement, de la plus grande efficacité économique des industries de rechange jusqu'à maintenant. Mais on peut espérer des grands progrès dans l'utilisation de l'énergie solaire qui ne présente, du point de vue bioéconomique, aucun risque ou point d'interrogation.

4) Sur le plan de l'utilisation industrielle, l'énergie solaire a un immense inconvénient en comparaison avec l'énergie d'origine terrestre : elle nous arrive avec une intensité très faible, comme une pluie très fine, presque un brouillard microscopique, et ne peut pas être collectée en ruisseaux, rivières et lacs pour une utilisation sous forme concentrée (comme une chute d'eau). Imaginez la difficulté qu'il y aurait à utiliser directement l'énergie cinétique de gouttelettes d'eau au fur et à mesure qu'elles tombent. C'est la même chose avec l'utilisation directe de l'énergie solaire (l'utilisation indirecte consiste à passer par l'énergie chimique des plantes vertes). C'est effectivement difficile mais pas impossible.

5) Par contre, l'énergie solaire a un incommensurable avantage : elle ne pollue pas, à l'inverse de toutes les énergies terrestres dont l'utilisation produit une pollution néfaste irréductible et donc cumulative, ne serait-ce que sous la forme de pollution thermique.

Que l'énergie solaire soit ou non utilisée, son destin ultime est le même : maintenir l'équilibre thermodynamique entre le globe et l'espace à une température propice.

6) La survie de chaque espèce sur terre dépend directement ou indirectement des radiations solaires (plus quelques éléments de la couche superficielle de notre environnement). Seul l'homme, du fait de ses habitudes exosomatiques, dépend aussi des ressources minérales ; en les utilisant, il met en danger de nombreuses formes de vie, y compris la sienne. Dans sa lutte impitoyable pour la nour-

riture, (et en dernière analyse, pour l'énergie solaire), il n'hésite pas à exterminer toute espèce qui le gêne (loups, lapins, mauvaises herbes, insectes, microbes...). L'agriculture moderne en est un exemple flagrant et fournit un argument de poids contre la croyance commune selon laquelle toute innovation technique est un pas dans la bonne direction pour l'économie des ressources.

L'Agriculture moderne : gaspillage d'énergie

L'homme est la seule espèce qui peut exercer une influence, dans certaines limites, non seulement sur sa part de nourriture, mais aussi sur l'efficacité de la transformation de l'énergie solaire en nourriture. Avec le temps, il a appris à labourer plus profond, alterner les semis, fertiliser le sol avec du fumier... sans parler de l'immense profit qu'il a tiré de l'utilisation des animaux de trait.

La révolution industrielle fait faire un bond à la technologie agricole : les tracteurs et autres machines ont pris la place de l'homme et des animaux de trait, et les engrais chimiques ont remplacé le fumier. Cette agriculture mécanisée ne convenait pas aux petites exploitations familiales qui ont beaucoup de bras disponibles. Mais l'évolution a été irréversible. Ce paysan qui pratiquait l'agriculture organique, qui utilisait la force des animaux et leur fumier comme engrais, devait cultiver la terre non seulement pour sa famille mais aussi pour le fourrage des animaux ; mais l'augmentation de la population a poussé le petit fermier, pratiquement partout, à se débarrasser des bêtes de somme afin d'utiliser toutes ses terres pour la nourriture humaine.

Il ne fait plus aucun doute, étant donné l'augmentation de la population sur la plus grande partie de la terre, qu'il n'y a pas d'autre salut à court terme contre la malnutrition et la faim que d'accroître les récoltes des terres cultivées par une agriculture de plus en plus mécanisée, l'utilisation croissante des engrais chimiques, des pesticides et des nouvelles variétés de céréales à haut rendement. Toutefois, contrairement à ce que l'on pense, cette technique agricole moderne est, à long terme, contraire à l'intérêt bioéconomique le plus élémentaire de

l'espèce humaine. En effet, l'agriculture moderne augmente la quantité de photosynthèse sur une surface cultivée donnée. Mais cette augmentation est obtenue en accroissant plus que proportionnellement l'épuisement de la basse entropie d'origine terrestre (engrais), qui est la seule ressource vraiment rare. Ce qui signifie une réduction plus que proportionnelle de la quantité de vie dans le futur. De plus, si la culture par des complexes agro-industriels devient la règle générale, beaucoup d'espèces associées à l'agriculture organique traditionnelle risquent de disparaître graduellement, conséquence qui pourrait conduire l'humanité à un cul de sac écologique sans retour possible.

On peut se poser la question de savoir combien d'habitants la Terre pourrait supporter. Quelques experts prétendent qu'il y aurait assez de nourriture pour 40 milliards d'hommes à un régime de quelques 4500 kg/calories si l'on utilisait les meilleures méthodes de culture sur chaque hectare de terre potentiellement cultivable (en se basant sur la production moyenne dans l'Iowa). Qu'ils soient exagérés ou prudents, ces calculs représentent de toute façon une pensée linéaire, car la véritable question est de savoir combien de temps une population de 40 milliards pourrait durer !

Un programme bio-économique minimum

Un des problèmes écologiques les plus importants est la répartition de la dot de l'humanité entre toutes les générations. La difficulté réside évidemment dans le fait que les futures générations ne sont pas présentes sur le marché d'aujourd'hui. Ce qui fait que chaque génération peut finalement utiliser autant de ressources terrestres et faire autant de pollution qu'elle le décide.

Le seul moyen de protéger les futures générations — au moins contre la consommation excessive de ressources terrestres pendant la présente ère d'abondance — est de nous rééduquer nous-mêmes à penser aux futures générations de la même façon que nous nous intéressons au bien-être de nos voisins. Mais cette nouvelle orientation éthique n'est pas chose facile. La charité envers nos con-

temporaires repose sur des bases objectives (l'intérêt individuel). Mais pourquoi devrais-je faire quelque chose pour la postérité ? et qu'est-ce qui peut me faire penser qu'il y aura une postérité dans 10 000 ans ? Que répondre à ces questions ?

De plus, il y a le revers de la médaille, problème également éthique et bien plus urgent : la nature des hommes étant ce qu'elle est, si nous stoppons partout la croissance économique, nous allons geler le statu-quo présent et éliminer ainsi la chance des nations pauvres d'améliorer leur part du gâteau. C'est pourquoi une aile du mouvement environnementaliste maintient que la croissance de la population n'est qu'un épouvantail agité par les nations riches pendant qu'ils abusent de l'environnement. Pour eux, il n'y a qu'un mal, l'inégalité du développement : il faut aller vers une redistribution radicale des capacités de production entre toutes les nations.

D'autres prétendent au contraire que l'augmentation de la population est le plus grand danger que court l'humanité et qu'il est urgent de s'en occuper séparément.

Comme on peut s'y attendre, ces deux opinions opposées ont donné lieu à des controverses sans fin, parfois violentes, notamment à la conférence de Stockholm en 1972 et, plus récemment, à la conférence de Bucarest sur la population. Là encore, la difficulté réside dans la nature humaine, chacun se méfie de chacun. Les riches ont peur que les pauvres ne cessent d'augmenter en nombre,

les pauvres ont peur que les riches ne cessent de s'enrichir à leur dépens. Pourtant, la raison nous invite à reconnaître que le mal en soi, c'est précisément la différence entre riches et pauvres ; bien que cette différence soit liée à l'augmentation continue de population, il faut s'y attaquer directement.

Du fait que la pollution est un phénomène de surface qui frappe la génération qui la produit, on peut être assuré qu'elle recevra beaucoup plus d'attention officielle que son inséparable pendant : l'épuisement des ressources. C'est pourquoi, outre des mesures quantitatives de régulation il conviendrait d'informer le public sur la nature difficile du choix : un épuisement plus lent des ressources signifie moins de confort exosomatique et un contrôle plus serré de la pollution requiert une consommation plus importante des ressources.

De la même façon, tout plan écologique raisonnable ne devrait pas ignorer le fait, que, en se basant sur ce que nous savons de la « lutte pour la vie » en général, il est probable que l'homme acculé par ses besoins n'épargnera pas ses « concurrents » (même les futures générations). Il n'y a pas de loi en biologie stipulant qu'une espèce doive défendre l'existence d'autres espèces aux dépens de sa propre existence. Tout ce que nous pouvons espérer, c'est apprendre à freiner les dommages non nécessaires et protéger, même si cela coûte, le futur de notre espèce en protégeant les espèces qui nous sont bénéfiques. La protection complète

Appel financier

Nos camarades espagnols sont en train d'éditer une revue de recherche. Ils nous ont demandé l'autorisation de traduire un certain nombre de nos articles. Le numéro 1, « la non-violence dans la politique », vient de sortir. Le numéro 2 « économie et non-violence », le numéro 3, « l'objection de conscience » et le numéro 4, « l'action non-violente » sont en préparation. Il leur faut trouver environ 20 000 FF pour assurer un tirage de 3 000 exemplaires.

Si les lecteurs d'Alternatives pouvaient les aider, ce serait avec joie que nous leur transmettrions les dons. Adressez vos chèques à Alternatives (mettre au dos : publication Espagne). C.C.P. Lyon 2.915-21.

et la réduction totale de toute pollution sont des mythes dangereux.

Si « la civilisation est l'économie de la puissance » (Justus Von Liebig) l'économie de la puissance implique aujourd'hui que nous prenions un tournant : au lieu de continuer à être opportuniste au plus haut point et concentrer nos recherches à trouver des moyens économiquement plus efficaces pour extraire les énergies minérales (toutes en quantités limitées et hautement polluantes), nous devrions employer nos efforts à améliorer les utilisations directes de l'énergie solaire, la seule qui soit propre et illimitée. Les techniques actuellement connues devraient être diffusées sans délai et expérimentées le plus largement possible et les échanges correspondants développés.

Une économie basée principalement sur le flux d'énergie solaire règlera en partie le problème du monopole de la génération présente sur les générations futures. Bien sûr, il faudra encore puiser dans la dot des ressources terrestres, mais les innovations techniques rendront certainement possible la réduction de cette ponction. En plus, il faudra agir sur la demande qui, en dernière analyse, peut jouer un rôle important.

Il serait idiot de proposer une renonciation complète au confort industriel de l'évolution exosomatique. L'humanité ne retournera pas à l'âge des cavernes, mais un programme bio-économique minimum devrait inclure les points suivants :

1) Interdiction complète de la production de tous instruments de guerre, et pas seulement de la guerre elle-même. Il est tout à fait absurde et hypocrite de continuer à cultiver le tabac si personne n'a l'intention de fumer. Les nations développées, principales productrices d'armements devraient s'entendre sans difficulté sur cette prohibition, puisqu'elles prétendent posséder la sagesse requise pour conduire l'humanité. Arrêter la production de tous instruments de guerre n'éliminera pas seulement les massacres de populations mais libérera d'immenses forces productives pour l'aide internationale sans baisse du niveau de vie des pays en question.

2) Aide aux pays sous-développés par des mesures appropriées bien planifiées et grâce aux forces productives ainsi libérées, pour les amener à un niveau de vie qui soit correct sans être luxueux, le plus rapidement possible. A cet égard, les deux extrêmes dans l'éventail du développement doivent effectivement participer aux efforts de transformation et accepter la nécessité d'un changement radical de leurs visions respectives de vie.

3) Abaissement progressif de la population mondiale jusqu'à un niveau où elle pourrait se nourrir exclusivement par l'agriculture organique. Ce qui demande un effort particulier des nations dont la croissance démographique est très élevée pour avancer le plus rapidement possible dans cette voie.

4) Lutte contre tous gaspillages d'énergie si nécessaire par une réglementation stricte, tant que l'énergie solaire n'est pas utilisée directement à une grande échelle ou tant que la fusion contrôlée n'est pas parfaitement au point.

5) Abandon du goût prononcé et morbide pour des gadgets extravagants.

6) Refus de la *mode*, cette « maladie de l'esprit humain » qui consiste à jeter un manteau ou un meuble alors qu'il peut encore rendre le service pour lequel il a été conçu. Changer sa voiture tous les ans, refaire sa maison au goût du jour, tous les deux ans, est un crime bio-économique. Il faut que les biens que nous fabriquons soient conçus de façon à durer plus longtemps et c'est en ignorant la mode que les consommateurs forceront les constructeurs à mettre l'accent sur la durabilité.

7) Prolonger la durabilité des biens en les fabriquant de telle sorte qu'ils puissent être réparés...

8) Sortir du « cercle vicieux du rasoir » qui consiste à se raser plus vite pour avoir plus de temps pour inventer une machine qui rase plus vite de façon

à consacrer plus de temps à l'invention d'une machine qui raserait encore plus vite... etc. Ce changement exigera une importante reconversion dans toutes les activités qui plongent les hommes dans l'illusion par leur régression indéfinie vers le vide. Il nous faut réaliser qu'une importante condition pour vivre bien, c'est un temps de loisir substantiel, utilisé de manière intelligente.

Sur papier, dans l'abstrait, ces quelques recommandations semblent raisonnables à quiconque prend la peine d'examiner la logique sur laquelle elles reposent. Mais depuis que je m'intéresse à la nature entropique des processus économiques, je me demande si l'humanité acceptera de se plier à un programme qui implique une réduction de son confort exosomatique. Peut-être le destin de l'homme est-il d'avoir une vie courte mais fière, pleine d'intérêt et d'extravagance, plutôt qu'une vie longue — existence monotone et végétative —.

Nous laisserions alors l'héritage d'une terre abondamment baignée de soleil à d'autres espèces sans ambitions spirituelles.

Gérard VIDALENC,
(résumant et adaptant un texte de
Nicholas Georgescu-Roegen)

publié sous le titre « *Energy and Economic myths* »
par la revue *Southern Economic Journal*, Janvier
1975, Vol. 41, n° 3, pp. 347-379).

le tribunal militaire de Lyon

Nous assistons régulièrement aux audiences du Tribunal Permanent des Forces Armées de la V^e Région militaire. Du 4 octobre 1974 au 5 décembre 1975, nous avons vu juger 260 jeunes de 20 à 22 ans environ (+ 6 jugements prononcés à huis clos). 206 inculpés ont été condamnés à des peines de prison ferme.

Dans les pages suivantes, vous trouverez l'essentiel de ce que nous avons entendu au tribunal. Ces informations sont incomplètes et limitées : nous n'avons pas accès aux dossiers et ne reproduisons que ce qui est dit à l'audience. Enfin, pour avoir une idée exacte de l'activité des tribunaux militaires, il faudrait collecter les renseignements simultanément dans les sept Régions militaires. (Le tribunal de Lyon est connu pour être un des moins répressifs et le nombre des jugements prononcés est nettement inférieur à celui des tribunaux de Metz, Paris, Bordeaux ou Marseille).

Malgré leur imperfection, nous diffusons ces éléments puisque tout est fait pour que les jugements ne soient pas connus :

— **Le greffe ne communique pas les statistiques** : nous en avons à Lyon une illustration assez récente, en septembre 1974, un journaliste décide de faire un article sur la juridiction militaire. Il demande au greffe du tribunal de Lyon de lui transmettre quelques chiffres. Quelques temps après, il reçoit une lettre de refus signée du commissaire du gouvernement.

— **Bien que les audiences soient publiques**, les obstacles à franchir pour parvenir jusque dans la salle sont tels que les auditeurs éventuels sont vite découragés : diffi-

cultés d'accès de certains tribunaux qui siègent dans des casernes, cordon de police à l'entrée, vérification d'identité, fouilles.

— **Enfin, les cours de Droit et ouvrages officiels sont très « discrets »** sur les juridictions d'exception : Précis Dalloz, procédure pénale, quelques lignes, p. 76. A la faculté de Lyon, cette question est laissée à la discrétion des professeurs. Dans le meilleur des cas, au cours de Libertés Publiques, un chapitre sur les tribunaux d'except-

tion de caractère politique. Rien sur les tribunaux militaires.

Nous rappelons que le tribunal est composé de **deux juges civils** (le président et un assesseur) et de **trois juges militaires**.

Du 4 octobre 1974 au 11 juillet 1975 : 21 audiences, 198 dossiers.

166 condamnations à des peines de prison ferme (1 mois à 2 ans).

Nombre d'inculpations

- 125 désertions
- 23 refus d'obéissance
- 18 insoumissions
- 12 vols
- 2 outrages à supérieur
- 1 violence à sentinelle
- 6 coups et blessures, voies de fait
- 3 mutilations volontaires (1)
- 1 accident involontaire
- 2 conduites véhicule en état d'ivresse
- 1 violation de consigne (2)
- 1 homicide involontaire
- 1 tentative d'homicide
- 1 dégradation véhicule auto
- 1 vol et port d'armes prohibés.

(1) Deux tentatives de suicide et une grève de la faim.

(2) Un dossier, deux inculpés.

Sentence mini et maxi :

De 2 mois avec sursis à 6 mois ferme.

Relaxe (5) à 2 ans ferme (9).

De 250 F d'amendes à 4 mois ferme.

De 3 mois dont 1 avec sursis à 4 mois dont 2 avec sursis.

2 mois ferme.

De 8 jours avec sursis à 4 mois ferme.

De 2 mois avec sursis à 4 mois avec sursis.

1 mois avec sursis.

1 mois avec sursis, 1 mois retrait permis et 80 F d'amendes.

3 mois dont 2 avec sursis, 4 mois dont 2 avec sursis.

4 mois avec sursis, 4 mois retrait de permis.

Sentence non enregistrée.

10 jours avec sursis.

3 mois dont 1 avec sursis.

OBSERVATIONS

Le réquisitoire du commissaire du gouvernement reprend les éléments de l'ordonnance de renvoi (l'ordonnance de renvoi lue en début d'audience par le greffier décrit les circonstances et la nature du délit). Le réquisitoire paraît tenir compte de la gravité du délit (durée de la désertion, montant du vol, présentation volontaire ou non) du degré de responsabilité de l'inculpé, du contexte familial. En fait, il est déterminé par deux éléments :

— Le rapport psychiatrique.

— **Le temps déjà accompli en préventive.** Dans la plupart des cas, la peine requise couvre ou est légèrement supérieure au temps accompli en préventive. Le tribunal prononce à quelques exceptions près une sentence égale ou légèrement inférieure au réquisitoire.

Pour les Témoins de Jehovah non réformés, la peine requise puis confirmée par le tribunal est automatiquement de **deux ans**.

Remarques : les peines sont plus lourdes pour les détenus qui ont une attitude d'opposition caractérisée :

12-9-75 : JF. P... comparaît pour la deuxième fois devant le TPFA pour insoumission et refus d'obéissance. Il a purgé une première peine de 5 mois et a été réformé après une **grève de la faim collective**. Le tribunal le condamne de nouveau à **3 mois ferme** alors que le commissaire du gouvernement avait requis une peine certes plus longue, mais avec sursis.

Le 7-11-75 : P. R... déclare pendant l'audience « l'armée c'est aussi ennuyeux que le travail ». Il est condamné à sante pour ceux qui en font l'objet à la suite de délits et 10 jours...

L'enquête de personnalité est minutieuse et traumatisante pour ceux qui en font l'objet à la suite des délits bénins (courte désertion par exemple). Au cours du procès d'un détenu jugé pour une désertion de 15 jours on rappelle que son père a été trois fois en cure de désintoxication. Pour deux inculpés, l'enquête fait ressortir qu'ils sont homosexuels. Les changements fréquents d'emploi ou de domicile jouent en défaveur des détenus,

ainsi que leur appartenance à « des communautés marginales ». S. A... est « fourbe, menteur, paresseux de nature » (il est d'origine marocaine !). M. G... est « peu intelligent, faible, suggestif, incapable de critique de ses actes, nonchalant, malpropre ».

Les témoins. Nous nous demandons si les inculpés savent qu'ils ont le droit de faire citer des témoins, puisque cette possibilité est très rarement exploitée. **Quatre inculpés** seulement ont choisi des témoins.

L'expertise psychiatrique est systématiquement pratiquée.

Elle appelle les remarques suivantes :

— La disproportion est impressionnante entre les conclusions de l'expert qui livre au grand jour les traits profonds de la personnalité de l'inculpé, en des termes souvent accablants, et la nature des délits que cet examen est censé éclairer, sinon expliquer : fautes disciplinaires, désertions, violation de consignes, injures à supérieur), délits de droit commun sans gravité (vols minimes, coups et blessures, conduite de véhicule en état d'ivresse), enfin délits d'opinion (objection politique, insoumission, refus d'obéissance). Exemple : X... s'absente illégalement pour voir sa fiancée. Par peur d'un séjour en locaux disciplinaires, il reste absent 22 jours. Le rapport psychiatrique déclare : « sujet fruste, caractériel, peu mûr »... Tel autre n'a jamais eu de problèmes avec la justice avant son service militaire. Il en est aujourd'hui à sa troisième désertion. Le rapport psychiatrique mentionne « caractère instable, impulsif, intolérant aux frustrations, mais sans débilité ». F..., insoumis, présente « une personnalité disharmonieuse de tendance psychotique. Inadaptable au service national, a traversé une crise existentielle qui n'est pas encore résolue ».

— Le commissaire du gouvernement appuie son réquisitoire sur les conclusions du médecin, notamment en ce qui concerne le degré de responsabilité de l'individu (« la médecine est venue à votre secours... » ou bien « je verrais une excuse dans le rapport du médecin »... a-t-il coutume d'affirmer en préambule d'un réquisitoire qui se veut indulgent).

Ce rapport représente une caution scientifique indiscutée et en quelque sorte justifie les décisions du tribunal.

De leur côté, les avocats citent fréquemment les conclusions de l'expert et les inculpés se prêtent à cette formalité puisque c'est la seule issue pour sortir de prison (réforme ou peine atténuée).

— Plaçant le débat sur le terrain psychiatrique, le tribunal laisse dans l'ombre les implications politiques des situations sur lesquelles il doit se prononcer : la grève de la faim entreprise collectivement et pendant plusieurs semaines par cinq insoumis détenus à Montluc s'explique pour l'un d'entre eux comme le « prolongement de tendances anorexiques décelées dans la petite enfance ». Pour un autre, « ce refus de s'alimenter s'inscrit dans la continuité biographique d'une personnalité vulnérable ». L..., Réunionnais, inculpé de désertion, manifeste une « désadaptation croissante au service national ». Il est classé P 4 et réformé.

D..., engagé à 17 ans et demi pour cinq ans, après avoir passé deux années à l'école des cadets de France, comparaît pour la seconde fois devant le tribunal. Il est réformé, classé « immature, instable »...

Au cours de ces procès, pas un mot sur les grèves de la faim en prison et sur les revendications qu'elles expriment. Pas un mot sur le racisme et sur le pourquoi de « l'inadaptation » fréquente des Antillais, Réunionnais, Maghrébins... Pas un mot sur les contrats « irrésistibles ».

Les avocats commis d'office plaident la personnalité de l'inculpé. Ils font ressortir le caractère instable de l'accusé, son manque de maturité, ses difficultés et ses antécédents familiaux : « Il a agi d'une façon infantile »... « C'est encore un petit garçon... » « C'est un sujet fruste, vulnérable, immature, en dessous du niveau normal... » Ils atténuent les remarques ou opinions émises par le détenu qui pourraient apparaître comme une critique de l'institution militaire.

Il arrive que certains avocats sollicités par le greffier acceptent de remplacer au pied levé leurs collègues commis d'office et absents. Ils prennent alors connaissance d'un ou de plusieurs dossiers en quelques minutes avant de plaider.

LORSQUE L'INSTRUCTION EST TERMINEE...

Le 24-10-75, un avocat dénonce « ces procédures réglées par le Commandant de Région militaire, suivies d'un semblant d'instruction au terme de laquelle on commet l'avocat ». Il proteste pour avoir été **commis lorsque l'instruction était terminée**. Il fait également état de violation de la correspondance qui lui avait été adressée par un détenu.

— Des éléments peuvent être oubliés ou passés sous silence, par exemple **les tentatives de suicides en prison**. Trois tentatives de suicide en avril 1975 dont nous avons eu connaissance et dont nous n'avons pas trouvé trace dans les trois procès correspondants. De même, le 20-12-74, S. L... comparaît pour outrages à supérieurs. Après 2 mois et un jour de préventive, il est réformé pour névrose de caractère grave. Il est condamné à 4 mois dont 2 avec sursis. Mais l'accusé est obligé de rappeler lui-même au cours de son procès (sinon en aurait-on parlé ?) que mis aux arrêts, il a fait quatre tentatives de suicide et en est sorti après l'intervention d'un député.

Enfin, le 7 novembre 1975, un jugement par défaut est passé totalement inaperçu aux sept personnes présentes.

— **Un refus de reconnaître le tribunal** : un détenu, insoumis, refuse en mars dernier de comparaître devant le TPFA. Après avoir fait constater son refus par huissier, le tribunal le condamne à 6 mois par défaut.

QUI EST JUGÉ

La proportion de « politiques » est infime : **7 procès** de détenus « politiques » du 4 octobre 1974 à décembre 75. **La plupart des inculpés ont des difficultés familiales ou matérielles** : le tribunal déclare tenir compte de ces difficultés dans ses jugements, mais en fait les jeunes se trouvent en préventive depuis plusieurs mois et sont tout de même condamnés. Les conséquences économiques de ces peines de prison sont graves (même si elles ne correspondent pas au « tarif » habituellement appliqué). Face

à cette apparente « indulgence » ceux qui en font les frais n'osent pas s'insurger.

Jean-Paul P..., jugé le 6-6-75, comparaît pour la seconde fois devant un TPFA pour désertion. Il est cuisinier. Issu d'une famille nombreuse, la commission de réforme le déclarera inapte au milieu militaire à cause de son enfance difficile. Ayant déserté pour aider ses parents le 19-10-74, il est arrêté le 19-3-75 et détenu à Montluc. Le commissaire du gouvernement fait ressortir que la désertion est longue. Verdict : 4 mois de prison ferme.

F... est insoumis depuis 1973. Arrêté le 16 février 1975, il est immédiatement incarcéré à Montluc. Sa femme reste seule et sans ressources. Réformé, F... sort de prison le 10 mai, mais il n'a pas retrouvé son emploi.

D..., marié, 2 enfants, déserte du 22-12-74 au 27-2-75 pour des raisons familiales : naissance d'un enfant quelques jours avant. Verdict : 3 mois de prison.

M. C... comparaît pour deux désertions. Motif : subvenir aux besoins de sa femme et de sa fille, payer ses dettes. On lui fait remarquer qu'il aurait dû s'adresser au service social de l'armée, faire une demande de soutien de famille... Détenu depuis un mois et 22 jours, il est condamné à 4 mois ferme.

Parmi les déserteurs, il est fréquent de trouver des jeunes d'origine étrangère : Portugais, Gitans, Eurasiens, Maghrébins, Réunionnais...

Peu de qualification professionnelle : quelques CAP, quatre ont fait des études supérieures. Quatre sont analphabètes. (Ces constatations ne sont pas propres au tribunal militaire. L'examen de jugements de correctionnel ou du tribunal pour enfants amènerait vraisemblablement les mêmes remarques.)

Pas de gradés : trois sergents dont un ancien harki et un engagé à 17 ans qui cherchait à rompre son contrat.

Engagés volontaires : 35 environ. Il conviendrait de s'arrêter sur les contrats signés à 17 ans (parfois 16 ans et demi) pour une durée de 5 ans. Des jeunes s'engagent

pour « apprendre un métier ». Déçus au bout de quelques années, ils veulent résilier leur contrat, mais impossible : seule l'armée peut en prendre l'initiative. Il ne reste qu'une solution aux jeunes engagés : les désertions successives punies chaque fois de peines de prison jusqu'à ce qu'ils obtiennent satisfaction, mais au prix d'un casier judiciaire chargé, avec les difficultés que cela représente au moment de la recherche d'un emploi.

Pierre D... comparaît le 18-4-75 pour désertion. Il a déjà été condamné le 26-7-74 pour désertion à 5 mois de prison. Engagé à 17 ans et demi pour 5 ans après avoir passé deux années à l'école des cadets de France. L'armée décide enfin de le réformer : « immature, instable » conclut le rapport psychiatrique ; mais il n'en est pas moins condamné encore une fois à 3 mois de prison. A sa libération, il fait une demande d'emploi aux Hospices civils. Sa candidature est refusée : il faut avoir un casier judiciaire vierge.

Chaque fois qu'un engagé passe devant le tribunal pour désertion, le commissaire du gouvernement fait remarquer, sans ironie, qu'il aurait été plus simple de faire une demande de résiliation de contrat en bonne et due forme !

La plupart des inculpés n'ont jamais eu affaire avec la justice avant le service militaire. **Une quarantaine ont des antécédents judiciaires** (tribunal pour enfants, correctionnel, TPFA). Les antécédents judiciaires militaires sont les plus nombreux.

Nous n'en resterons pas au stade de l'enquête et sommes partie prenante du mouvement qui se développe pour obtenir la suppression des tribunaux d'exception : Cour de Sécurité de l'Etat et tribunaux militaires.

Groupe d'action et de résistance
à la militarisation,
Lyon.

LARZAC : la lutte ne doit pas cesser, malgré les récentes déclarations « apaisantes » du préfet.

Pour vous tenir au courant, abonnez-vous à « Gardarem lo Larzac », mensuel des Paysans et des Comités Larzac.

Abonnement : 20 F, à Colette COURTIN, Pierrefiche du Larzac, La Roque-Sainte-Marguerite, 12100 Millau.

Pour une présentation rapide de l'ensemble du problème : commandez la plaquette « Larzac, une lutte populaire non-violente », 24 pages, 1,50 F franco (1.10 F pour les commandes en nombre).

M.A.N., 20, rue du Dévidet, 45200 Montargis.

Pour une action concrète, rejoignez les 1700 contribuables qui participent à l'opération « Refus d'impôt : 3 % Larzac ». **V. ROUSSEL, Le Chesnoy, 45200 Montargis.**

alternatives non violentes

AIDEZ-NOUS

En diffusant ce numéro ou en vous abonnant :
France : 30 F - Etranger : 35 F - De soutien : 50 F
Belgique : 200 FB - Suisse : 18 FS - Par avion, nous consulter
Chèques, mandats ou timbres.
C.C.P. 2915-21 Lyon.
Adresse : 3, rue Lemot, 69001 Lyon. Tél. (78) 28-18-45

NUMEROS PRECEDENTS

On peut s'abonner à partir :
du n° 9-10 : L'Afrique de la Non Violence.
n° 11 : Femmes.
n° 12 : Autogestion - Révolution non violence.
n° 13 : Inde.

Comité de Direction : Christian DELORME, Georges DIDIER, Christian MELLON.
Directeur de Publication : Georges DIDIER.

Dépôt légal : 1^{er} trimestre 1976 - Commission Paritaire n° 54.826 — Imp. Reynaud 10, rue du Soleil, Saint-Etienne

Sommaire

Editorial	1
Déséquilibres et gaspillages mondiaux (Entretien avec Jacques CHONCHOL, ancien ministre du Chili populaire)	3
La C.F.D.T. contre le nucléaire ? Une réponse de Bernard LAPONCHE (CFDT-CEA)	12
Nucléaire : la stratégie des Multinationales (Michel DAMIAN)	17
Le nucléaire, problème politique (Groupe non-violent de Limoges)	21
Energie et mythes économiques (G. Vidalenc, d'après N. Georgescu-Roegen)	26
Actualité française : le Tribunal militaire de Lyon (G.A.R.M.)	33